



EVALUATION FINALE DU PROJET « RENFORCEMENT DU DIALOGUE SOCIAL ET RELIGIEUX AU SEIN DES COMMUNAUTES DU NORD ET DU CENTRE-NORD DU BURKINA FASO (REDIRE) »

RAPPORT FINAL

Réalisé par :

AGEXS AFRIQUE



Avenue Conseil de l'Entente/Gounghin
Ouagadougou - BURKINA FASO
+226 70 22 87 / 78 83 10 45
agexsafrique@gmail.com

Juillet 2021

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	3
LISTE DES FIGURES.....	3
RESUME EXECUTIF	5
INTRODUCTION	8
1.1. Contexte de l'évaluation.....	8
1.2. Objectifs et critères de l'évaluation.....	9
1.3. Méthodologie de l'évaluation.....	10
2. ANALYSE ET CONCLUSION PAR CRITERE D'EVALUATION.....	12
2.1. Pertinence du projet.....	12
2.2. Cohérence du projet.....	14
2.3. Efficacité du projet.....	17
2.4. Efficience du projet	18
2.5. Durabilité du projet.....	19
2.6. Prise en compte du genre	19
3. EVALUATION DES EFFET DU PROJET	20
3.1. Caractéristiques sociodémographiques	20
3.2. Performance des indicateurs du projet.....	23
4. LECONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES.....	35
4.1. Leçons apprises	35
4.2. Bonnes pratiques	35
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	36
Conclusion	36
Recommandations	37
ANNEXES.....	38

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Bilan de collecte des données quantitatives et qualitatives.....	11
Tableau 2: Chaîne de résultats du projet	16
Tableau 3: Bilan physique du projet	17
Tableau 4: Bilan financier du projet au 31 janvier 2021 de mise en œuvre (En Euro)	19
Tableau 5: Répartition (%) des enquêtés par province et par région	20
Tableau 6: Répartition des enquêtés par tranches d'âges et par sexe	21
Tableau 7: Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction.....	22
Tableau 8: Matrice pour l'évaluation du niveau de cohésion sociale	34

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Niveau de connaissance et adhésion des populations aux activités du projet	22
Figure 2: Niveau adhésion des populations aux activités du projet	22
Figure 3: Répartition (%) des enquêtés selon le canal par lequel ils ont connu le projet	23
Figure 4: Niveau de satisfaction (%) par rapport à la cohésion sociale	24
Figure 5: Niveau de perception (%) sur la fréquence des conflits	25
Figure 6: Perception (%) sur la gestion des conflits par les acteurs traditionnels et institutionnels...	26
Figure 7: Proportion (%) des enquêtés qui affirment participer plusieurs fois ou toujours aux événements sociaux des voisin, personnes d'ethnie et religion différentes	27
Figure 8: Proportion (%) des enquêtés qui affirment avoir vu plusieurs fois ou toujours les leaders religieux ensemble à l'occasion des événements sociaux	28
Figure 9: Proportion des enquêtés qui affirment avoir vu les leaders religieux ensemble à l'occasion des événements sociaux	28
Figure 10: Proportion (%) de personnes qui affirment que les leaders formés prônent des discours de tolérance au sein des communautés	29
Figure 11: Proportion de personnes qui estiment que les leaders communautaires, les OSC et les acteurs formés posent des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale	29
Figure 12: Perception des enquêtées sur les actes posés en faveurs de la paix et de la cohésion sociale par chaque catégorie de bénéficiaires (%)	30
Figure 13: Satisfaction des populations par rapport aux services offerts par la commune	31
Figure 14: Perception des populations sur l'implication de la mairie dans la gestion des conflits	31
Figure 15: Satisfaction (%) des enquêtés sur la manière dont les conflits sont gérés par les leaders religieux et coutumiers.....	32
Figure 16: Satisfaction des enquêtés sur la manière dont les conflits sont gérés par les mécanismes institutionnels	32
Figure 17: Satisfaction (%) des populations par rapport aux service offerts par la justice	33
Figure 18: Connaissance (%) des CED et participation à leurs activités.....	34

LISTE DES ACRONYMES

Sigle		Définitions
REDIRE	:	Renforcement du dialogue social et religieux au sein des communautés du nord et du Centre-Nord du Burkina Faso
SPSS	:	Statistical Package for the Social Sciences
CONASUR	:	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
FDS	:	Force de Défense et de Sécurité
OSC	:	Organisation de la Société Civile
SNCS	:	Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale
CED	:	Clubs d'écoute et de dialogue
CRD	:	Cadre régional de dialogue
Ind	:	Indicateur
Ri	:	Résultat intermédiaire
Q	:	Question
ONAPREGECE	:	Office National de Prévention et de Gestion des Conflits
TD	:	Tribunal Départemental
PDI	:	Personne Déplacée Interne
Educo	:	Fundación Educación y Cooperación
%	:	Pourcentage
CDC	:	Centre Diocésain de Communication
CB	:	Children Believe

RESUME EXECUTIF

Le projet REDIRE est mise en œuvre sur 30 mois par un consortium ONG chapeauté par **Educo**. Il est mis en œuvre dans les régions du Nord et du Centre Nord, avec le financement de l'Union Européenne. L'objectif du projet est de contribuer au renforcement de la cohésion sociale, et la résilience des communautés du Burkina Faso face aux menaces d'insécurité.

Le projet étant à son terme, le consortium a jugé nécessaire de réaliser une évaluation finale conformément au plan suivi évaluation du projet pour évaluer globalement la mise en œuvre du projet, analyser les acquis et les insuffisances, apprécier les effets induits, les conditions de durabilité et formuler des recommandations pour la mise à l'échelle.

Les principales étapes pour la mise en œuvre de cette évaluation s'articulent autour de trois (03) phases : la revue documentaire (i), la collecte des données, le traitement et l'analyse des données (ii), et la rédaction des rapports provisoire et final (iii).

Au terme de la mise en œuvre du projet, les principaux critères d'évaluation que sont la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité sont jugés satisfaisants.

Pertinence : Les résultats de l'évaluation concluent à la pertinence du projet par rapport au contexte national, au référentiel de développement au niveau national, à la zone d'intervention du projet. Le projet est également pertinent par rapport aux besoins des participants. La quasi-totalité des personnes interrogées affirment que les activités réalisées par le projet ont permis de résoudre leurs problèmes liés au dialogue interreligieux (98,7%) et à la cohésion sociale (99,2%).

Cohérence : La démarche de mise en œuvre du projet est en cohérence avec la dynamique interne entre la hiérarchie des objectifs et la chaîne des résultats telle que recommandé par les principes de gestion axée sur les résultats.

Efficacité : le projet affiche globalement des résultats satisfaisants. En terme chiffré, le niveau d'efficacité global du projet est estimé à 98%. Les activités relatives aux Résultats 1, 2 et 3 du projet sont réalisées respectivement à 100%, 100% et 99%.

Efficience : De l'analyse du tableau du bilan financier du projet, il ressort une gestion budgétaire globalement satisfaisant. En effet, il en découle une performance financière matérialisée par un taux de réalisation de 100% au 31 juillet 2021. En rapport avec le taux d'exécution physique enregistré, cette performance financière constitue un élément d'efficience optimal. En effet, le taux d'efficience qui est le rapport du taux d'exécution financière sur le taux d'exécution physique est égal à 1,02. Aussi, l'allocation budgétaire accorde une part importante aux activités du projet : 51% du budget est consacré aux activités, 40% affectés aux charges du personnel et 9% aux dépenses de fonctionnement.

Durabilité : avec les activités de sensibilisation, de renforcement de capacités, la mise en place des clubs d'écoute et de dialogue, le renforcement des cadres régionaux de dialogue (CRD), l'implication des leaders religieux et coutumiers, les femmes et les jeunes dans le processus d'intervention, le projet s'inscrit dans une logique de durabilité.

Effets : l'analyse des indicateurs fait ressortir les effets indéniables du projet sur les communautés bénéficiaires :

- **Adéquation des actions du projet aux besoins des populations :**

Les personnes enquêtées sont unanimes que les activités du projet ont permis d'améliorer le dialogue social et interreligieux et la cohésion sociale.

- **Évolution de la perception de la cohésion sociale**

La proportion de la population satisfaite de la cohésion sociale est passée de 39,9% avant le projet à 64,5% avec le projet, soit une hausse de 24,6 points de pourcentage.

- **Fréquence des conflits**

La proportion de la population qui estime que les conflits existent souvent ou toujours dans leur communauté est passée de 54,7% avant le projet à 19,6% avec le projet, soit une baisse de 35,1 points de pourcentage.

- **Implication acteurs traditionnels et administratifs dans la gestion des conflits**

Avec le projet, les acteurs communautaires (leaders religieux et coutumiers) sont plus impliqués dans la gestion des conflits contrairement aux acteurs institutionnels (Justice, autorités administratives, OSC). En effet, 66,3% des enquêtés estiment que les conflits sont gérés par les acteurs traditionnels avec le projet contre 63,1% avant le projet. Par contre, 33,7% des personnes enquêtées affirment que les acteurs institutionnels sont impliqués dans la gestion des conflits dans leurs localités avec le projet contre 37% avant le projet.

- **Fréquence des interactions sociales entre les communautés**

Neuf (9) personnes sur 10 affirment qu'elles participent toujours aux événements sociaux des voisins, de personnes d'ethnies ou de religion différente. Aussi, 83,8% des enquêtés affirment avoir vu les leaders religieux ensemble principalement à l'occasion des fêtes religieuses, les mariages, baptêmes ou décès.

- **% des personnes formées qui prônent des discours de tolérance au sein de leur communauté**

Huit (8) personnes formées sur 10 prônent toujours des discours de tolérance au sein des communautés à l'occasion des réunions de sensibilisation, en famille ou lors des prêches et des baptêmes.

- **% de membres des communautés ciblées qui posent des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale**

Plus de 7 personnes sur 10 estiment que les leaders communautaires, des OSC et des personnes formées posent toujours des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale au sein de la communauté.

- **Niveau de satisfaction des populations de la gestion des communes**

Plus de 7 personnes sur 10 sont satisfaites ou très satisfaites des services offerts par la mairie et qu'elle est souvent ou toujours impliquée dans la gestion des conflits.

- **Niveau de satisfaction des populations de la gestion des conflits par les méthodes endogènes et institutionnelles**

Les populations sont plus satisfaites de la gestion des conflits par les méthodes endogènes par rapport au mécanisme institutionnels

- **Perception des communautés sur la justice**

Plus de 7 personnes sur 10 affirment être satisfaites ou très satisfaites des services offerts par la justice après le projet contre 3 personnes sur 10 avant le projet.

- **Niveau d'adhésion des communautés aux clubs d'écoute de dialogue**

Près de 8 personnes sur 10 connaissent les CED et participent à leurs activités de théâtres forum, de ciné débat et d'émissions radio.

- **Niveau de cohésion sociale existant dans les communautés ciblées**

Sur une échelle de 1 à 10, l'indice de cohésion sociale dans les communautés ciblées est évalué à 8,22, attribuant un bon niveau de cohésion sociale dans les communautés ciblées par le projet.

A l'issue de l'évaluation plusieurs recommandations ont été formulées :

- Responsabiliser les collectivités locales (communes et conseil régionaux) pour s'approprier la pérennisation des acquis du projet. Un projet est toujours une réponse ponctuelle, circonscrite dans le temps ce qui pose donc la problématique du relai surtout lorsque le projet est initié et mis en œuvre par un acteur externe. En tant qu'acteurs principaux de développement local, les communes doivent toujours anticiper sur les besoins de durabilité en provisionnant les ressources nécessaires ou en faisant un plaidoyer auprès des partenaires pour la mise en place de mécanismes relais pouvant suppléer l'appui du projet une fois celui-ci à son terme ;
- Accompagner chaque Clubs d'écoute et de dialogue pour l'élaboration d'un plan d'action et apporter un soutien financier et matériel pour la mise en œuvre ;
- Accompagner les collectivités locales (communes et conseil régionaux) dans la mise en place de mécanismes relais afin d'assurer la durabilité des acquis du projet ;
- Diligenter une étude de faisabilité ou se baser sur la présente évaluation pour la mise à l'échelle du projet dans les régions les plus touchées par la crise sécuritaire.

INTRODUCTION

1.1. Contexte de l'évaluation

Le Burkina Faso fait face depuis ces cinq (05) dernières années à une montée des attaques terroristes des groupes armés provoquant des assassinats, des menaces de morts, la fermeture d'écoles et de centres de santé et les déplacements massifs des populations des zones affectées vers les centres urbains. Cette situation affecte plusieurs localités dans les régions du Nord, du Centre Nord, le Sahel, la Boucle du Mouhoun, le Centre Est et l'Est du pays. Les causes probables de ce problème sont d'ordre culturel et religieux, politique et judiciaire, économique et social. Elles ont pour corolaires la prolifération des discours d'intolérance, identitaires et discriminatoires, la frustration des élites et des populations, les conflits tous azimuts, les tensions intercommunautaires et la division des populations parfois instrumentalisés par les membres des groupes armés. Les effets pervers de cette situation d'insécurité grandissante affectent toutes les composantes des populations et met à rude épreuve leur vivre-ensemble paisible à travers la stigmatisation de certains groupes ethniques et la méfiance de plus en plus entre les communautés, les groupes ethniques et individus.

Prenant la mesure de la situation, l'ONG Educo, réunie en consortium avec le Centre Diocésain de Communication (CDC), Children Believe (CB) et l'association Tabital-Lobal, ont initié et mis en œuvre le projet « **Renforcement du dialogue social et religieux au sein des communautés du Nord et du Centre-Nord du Burkina Faso (REDIRE)** » de février 2019 à juillet 2021. L'ambition affichée à travers ce projet est de promouvoir les instances d'un dialogue fructueux, endogène et participatif afin de bâtir une cohésion sociale, gage d'une paix durable.

L'objectif global du projet REDIRE est de contribuer au renforcement de la cohésion sociale, et la résilience des communautés du Burkina Faso face aux menaces d'insécurité. Plus spécifiquement, le projet vise à renforcer le dialogue social et religieux au sein des communautés dans les régions du Centre-Nord et du Nord.

D'une durée de 30 mois, le projet est arrivé à terme le 31 juillet 2021. Les activités de terrain du projet ont été réalisées dans les cinq (05) provinces des régions du Centre Nord et du Nord.

Le projet étant à son terme, l'ONG Educo a jugé nécessaire de réaliser une évaluation finale pour évaluer globalement la mise en œuvre du projet, analyser les acquis et les insuffisances, apprécier les effets induits, les conditions de durabilité et formuler des recommandations pour la mise à l'échelle.

1.2. Objectifs et critères de l'évaluation

La mission commanditée par l'ONG Educo consiste à réaliser une évaluation finale indépendante et participative du projet REDIRE à travers les critères clés d'évaluation.

1.2.1. Objectifs de l'évaluation

L'objectif principal de cette évaluation est de produire une information de qualité sur le niveau d'atteinte des cibles, le rapport coût/efficacité de notre intervention, les forces, les faiblesses dans l'implémentation du projet, les leçons apprises, la durabilité des actions et de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des projets futurs.

Dans l'optique d'atteindre l'objectif général, l'évaluation vise plus spécifiquement à :

- apprécier la pertinence du projet ;
- apprécier l'efficacité de l'action (comparer les résultats attendus à ceux atteints) ;
- apprécier la qualité de la mise en œuvre du projet ;
- apprécier l'efficience des actions (analyser le ratio ressources utilisées / aller résultats)
- apprécier les effets positifs et négatifs sur les bénéficiaires (dynamique communautaire, renforcement des capacités des joueurs)
- analyser la durabilité de l'impact positif du projet ;
- identifier les forces et faiblesses, les leçons apprises, les meilleures pratiques et les pratiques innovantes de la mise en œuvre du projet ;
- faire la capitalisation des bonnes pratiques générées par la mise en œuvre du projet ;
- formuler des recommandations pertinentes pour assurer la durabilité des réalisations du projet et l'amélioration des projets futurs.

1.2.2. Critères d'évaluation

Les principales questions d'évaluation reposent sur les critères d'évaluation abordés dans les termes de référence de l'étude. Il s'agit de :

❖ La pertinence et la cohérence du projet

Les questions liées à la pertinence et à la cohérence ont obtenu une réponse à travers l'analyse, d'une part des liens logiques entre la problématique mise en évidence et les objectifs et résultats définis et d'autre part de la relation de cause à effet entre les activités définies et les résultats recherchés.

❖ L'efficacité et l'efficience

Les questions liées à l'efficacité et l'efficience ont eu une réponse à travers l'analyse des écarts entre les activités prévues et celles réalisées, du niveau de couverture des ressources mobilisées, ainsi que l'appréciation des effets espérés et obtenus.

❖ La durabilité et l'impact du projet

Les questions en lien avec l'impact et la durabilité du projet ont eu des réponses à travers l'examen et l'analyse des effets positifs et négatifs induits par le projet, l'influence du contexte socio-institutionnel du projet, le niveau d'implication et d'appropriation des bénéficiaires, des changements significatifs induits, bénéficiaires, des facteurs majeurs contribuant ou entravant la durabilité, etc.

1.3. Méthodologie de l'évaluation

Cette section présente les principales étapes de l'évaluation, y compris les difficultés et les limites de l'étude.

1.3.1. Principales étapes de l'évaluation

Les principales étapes pour la mise en œuvre de cette évaluation s'articulent autour de trois (03) phases : la préparation, l'enquête de terrain, le traitement et l'analyse des données, et la rédaction des rapports provisoire et final.

1.3.1.1. Phase préparatoire

La phase préparatoire a mobilisé essentiellement l'équipe de l'ONG Educo et les autres membres du consortium ainsi que de l'équipe de consultant. Les acteurs directs (bénéficiaires) notamment les participants n'ont pas été impliqués à cette étape du processus.

La préparation a porté sur l'ensemble d'activités qui permettent l'opérationnalisation de la mission. Il s'agit notamment de la réunion de cadrage, de la revue documentaire, l'élaboration de la note de démarrage, le recrutement et la formation des agents enquêteurs.

La réunion de cadrage a permis de présenter la méthodologie au commanditaire et de recueillir leurs avis et suggestions, d'harmoniser la compréhension des termes de référence, de discuter de l'échantillon des cibles à enquêter, d'échanger sur la documentation utile et de s'accorder sur le calendrier de la mission.

Une revue documentaire a été ensuite réalisée sur la base de la documentation fournie par l'équipe de Educo et à travers d'autres sources bien sélectionnées. Elle a permis d'affiner les questions de recherche et d'approfondir l'analyse des thématiques abordées dans l'évaluation et de produire la note de démarrage qui a fait l'objet d'échange et de validation par Educo.

Pour la collecte des données, les enquêteurs ont été recrutés et formés avant leur déploiement sur le terrain. Ils ont subi une formation théorique et pratique. La formation a porté sur les aspects conceptuels et les définitions opérationnelles liés à l'enquête, les objectifs et les enjeux de l'enquête, le contenu des différents outils et les cibles, les techniques d'administration des outils, les aspects méthodologiques et organisationnels de

l'enquête. Les agents de collecte ont été mis dans une situation réelle de collecte des données sur le terrain par des jeux de rôles.

1.3.1.2. Phase d'enquête de terrain

La collecte des données s'est déroulée du 19 au 24 juillet 2021. Les cibles de la collecte quantitative sont principalement les jeunes, femmes et hommes dans les localités ciblées par les interventions du projet. La collecte des données qualitatives a concerné les bénéficiaires directs du projet. Il s'agit notamment des leaders religieux et coutumiers, les autorités politiques et administratives, les forces de défenses et de sécurité, les associations locales, les clubs d'écoute et de dialogue et les partenaires de mise en œuvre du projet. Au total 14 villages et 1 secteur ont été concernés par la collecte des données quantitatives et qualitatives.

Au niveau des cibles de l'enquête quantitative, la collecte est réalisée à 110,2%. Concernant l'enquête qualitative, 80,5% des cibles prévues ont été touchées.

Tableau 1: Bilan de collecte des données quantitatives et qualitatives

Provinces	Cibles quantitatives			Cibles qualitatives		
	Prévues	Réalisée	Taux de réalisation	Prévues	Réalisée	Taux de réalisation
Bam	50	51	102	10	10	100,0
Sanmatenga	75	75	100	9	8	88,9
Loroum	70	69	98,6	10	8	80,0
Yatenga	140	182	130	23	17	73,9
Zondoma	105	108	102,9	10	10	100,0
Ensemble	440	485	110,2	62	53	85,5

Source : Enquête terrain, juillet 2021

1.3.1.3. Traitement et d'analyse des données et rédaction du rapport

Les données quantitatives recueillies ont été transférées directement depuis le terrain dans le serveur à travers Kobotoolbox. Après l'extraction des données du serveur, elles ont été apurées avec le logiciel SPSS. La tabulation a été faite avec les bases apurées. Les données qualitatives ont été transcrites avant d'être exploitées.

Pour l'analyse des données, des méthodes d'analyse bivariée ont été utilisées pour les données quantitatives et l'analyse de contenu pour les données qualitatives.

La rédaction du rapport provisoire de l'évaluation, puis le rapport final, a été réalisée sur la base des résultats de la revue documentaire et des analyses des données quantitatives et qualitative. La validation a pu prendre en compte la participation des bénéficiaires lors de l'atelier de clôture du projet au cours duquel les représentants des bénéficiaires notamment

les députés de la zone de couverture du projet. Au cours de cette rencontre, les résultats de l'évaluation ont été présentés et des observations ont été faites, toute chose qui a permis d'améliorer la qualité du rapport.

1.3.2. Difficultés et limites de l'évaluation

1.3.2.1. Difficultés de l'évaluation

Les difficultés rencontrées lors de la phase terrain sont entre autres :

- la non disponibilité de certaines autorités politiques et administratives et de certains leaders religieux et coutumiers ;
- la non disponibilité de certains clubs d'écoute et de dialogue : certains étaient occupés pour les travaux champêtres ;
- difficulté d'accès à certaines localités : avec les pluies diluviennes, certaines routes sont impraticables ;
- la psychose de l'insécurité limitait beaucoup les déplacements des agents de terrain ;
- L'exclusion de certaines communes pour préserver la sécurité des agents de collecte ;
- Les activités du projet ne couvrent pas toutes les localités de la zone d'étude.

1.3.2.2. Limites de l'évaluation

Les deux dernières difficultés susmentionnées peuvent avoir une incidence sur l'analyse des données collectées et sur leur interprétation. En effet, les opinions des populations vivant dans les communes exclues pour raison d'insécurité et dans les localités non couvertes par les activités du projet, ne sont pas prises en compte, ce qui introduit un léger biais quant aux conclusions de l'étude.

Aussi, les données analysées sont basées uniquement sur les déclarations des enquêtés qui sont difficile à vérifier. Ces déclarations peuvent comporter des biais.

Outre cela, nous pensons avoir limité les risques de biais de façon à produire un rapport de qualité tant sur la forme que dans le fond.

2. ANALYSE ET CONCLUSION PAR CRITERE D'EVALUATION

Cette partie est consacrée à l'analyse de la conception et de la mise en œuvre du projet à travers les critères de pertinence, de cohérence, d'efficace, d'efficience, de durabilité ainsi que la prise en compte du genre.

2.1. Pertinence du projet

La pertinence du projet se matérialise par son degré de concordance avec le contexte national, les référentiels nationaux de développement et les besoins des bénéficiaires.

2.1.1. Pertinence par rapport au contexte national

Le contexte national lié à la crise sécuritaire dans le pays depuis ces cinq dernières années rend pertinent le projet REDIRE. En effet, Les causes probables de cette crise sécuritaire sont d'ordre culturel et religieux, politique et judiciaire, économique et social. Elles ont pour corollaires la prolifération des discours d'intolérance, identitaires et discriminatoires, les conflits tous azimuts, les tensions intercommunautaires et la division des populations parfois instrumentalisés par les membres des groupes armés. Les effets pervers de cette situation d'insécurité grandissante affectent toutes les composantes des populations et met à rude épreuve leur vivre-ensemble paisible à travers la stigmatisation de certains groupes ethniques et la méfiance de plus en plus entre les communautés, les groupes ethniques et individus. Mener des actions pour contribuer au renforcement de la cohésion sociale, et la résilience des communautés les plus touchées trouve toute sa pertinence.

La pertinence du projet se situe aussi dans le choix des bénéficiaires directs des actions du projet. En effet, les leaders religieux et coutumiers, les responsables des partis politiques, les FDS, les OSC et les autres acteurs communautaires jouent des rôles primordiaux dans les communautés à la base en matière de prévention et de gestion des conflits.

La zone d'intervention du projet constitue également un élément de pertinence indéniable du projet. En effet, les régions du Nord et du Centre Nord figure parmi les régions les plus frappées par la crise sécuritaire. Selon le CONASUR, au 30 avril 2021, les régions du Centre Nord, du Sahel et du Nord sont les plus touchées par la crise avec respectivement 467 738, 402 786 et 102 295 personnes déplacées internes (PDI). Les initiatives pour renforcer la cohésion sociale et la résilience des communautés reste donc très pertinent.

2.1.2. Pertinence du projet au regard des référentiels nationaux de développement

Au regard de la Politique nationale du Gouvernement en matière de cohésion sociale, de lutte contre l'extrémisme violent, la radicalisation et la consolidation de la paix, le projet REDIRE est parfaitement en cohérence avec orientations nationales en matière de paix, développement durable et inclusif. En effet, le projet s'inscrit en droit ligne dans le champ d'actions de la cohésion sociale selon la définition consensuelle au Burkina Faso dont il convient de citer :

- la prévention et la gestion des conflits fonciers, intercommunautaires, inter-ethniques, culturels et miniers ;
- la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- promotion du dialogue interreligieux, intercommunautaire et la paix ;

- la contribution à la promotion du civisme, à l'éducation à la citoyenneté et à la culture de la paix.

Il faut noter également que les objectifs et les résultats attendus du projet s'inscrivent dans les axes stratégiques 1, 2 et 3 de la Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale (SNCS) pré-validée et en cours de validation. Ces axes stratégiques sont :

- (i) la prévention et la gestion des conflits ;
- (ii) le renforcement de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- (iii) le renforcement du dialogue social et de la lutte contre l'exclusion.

Il en est de même de la Stratégie Nationale de Prévention de lutte contre la Radicalisation et l'Extrémisme Violent (SNPREV) en son axe 2 « Accroissement du capital social pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent » et son axe 4 « Promotion des actions de résilience pour la prévention, la radicalisation et l'extrémisme violent ».

2.1.3. Pertinence du projet par rapport aux besoins des participants

Le projet constitue une réponse aux besoins des bénéficiaires et des problèmes identifiés dans la phase conception du projet. En effet, selon les résultats de l'enquête réalisée dans la zone d'intervention du projet, la quasi-totalité des enquêtés affirme que les interventions du projet ont permis de résoudre leurs problèmes liés au dialogue inter-religieux et à la cohésion sociale.

Aussi, les bénéficiaires directs rencontrés lors des entretiens sur le terrain, sont unanimes que les activités réalisées dans le cadre du projet répondent à leurs besoins. Il s'agit des leaders religieux, les autorités administratives, les responsables des OSC, les FDS et les clubs d'écoute et de dialogue (CED).

La pertinence du projet se situe également dans l'appropriation des jeunes dans les mesures de prévention des conflits à travers les clubs d'écoute et de dialogue (CED). La question de la prévention des conflits ne relève plus uniquement de personnes d'un certain âge ou d'une certaine moralité mais concerne toute la population ainsi que sa frange jeune. Au regard de la montée du radicalisme, un projet qui place les jeunes au centre du dialogue est très pertinent d'où la pertinence du projet REDIRE dans ce contexte.

2.2. Cohérence du projet

Il s'agit ici d'examiner et d'analyser la cohérence des éléments caractéristique du cadre logique du projet. Ces éléments caractéristiques que sont les objectifs, les résultats et les extrants sont en cohérence avec la chaîne des résultats telle que recommandé par les principes de gestion axée sur les résultats.

2.2.1. Cohérence de l'objectif spécifique et résultats intermédiaires

En rappel, l'objectif général du projet REDIRE est de contribuer au renforcement de la cohésion sociale, et la résilience des communautés du Burkina Faso face aux menaces d'insécurité. L'objectif spécifique du projet est de renforcer le dialogue social et religieux au sein des communautés des régions du Nord et du Centre-Nord.

La comparaison de ces deux objectifs permet de dire que l'atteinte de l'objectif spécifique contribue effectivement à l'atteinte de l'objectif général tel qu'énoncé. En effet, à travers le dialogue social et religieux au sein des communautés, on peut renforcer cohésion sociale et la résilience des communautés dans la zone du projet.

A la suite de l'objectif spécifique, le cadre logique énonce 4 résultats intermédiaires dont leur réalisation concourt effectivement à l'atteinte de l'objectif immédiat du projet. Les quatre résultats attendus sont en cohérence avec l'objectif spécifique du projet. Le renforcement des capacités et la sensibilisation des leaders religieux et communautaires, des autorités administratives et politiques, des OSC, des FDS peut entraîner un changement de mentalité et de comportement, en témoigne les propos des bénéficiaires sur le terrain.

2.2.2. Cohérence entre résultats intermédiaires et extrants

L'analyse de la chaîne des résultats du projet fait ressortir une cohérence entre les 3 résultats intermédiaires du projet et les 6 extrants attendus. En effet, la réalisation de ces 6 extrants contribuera logiquement à l'atteinte des 3 résultats escomptés.

2.2.3. Cohérence globale du projet

Les interventions du projet se sont articulées autour de plusieurs activités en lien avec 6 extrants qui se rattachent aux 3 résultats intermédiaires du projet. Ces activités de façon exhaustive, doivent conduire à l'atteinte de l'objectif spécifique du projet, notamment, renforcer le dialogue social et religieux au sein des communautés des régions du Nord et du Centre-Nord.

Le but de toutes les interventions du projet, à travers les activités, les extrants, les résultats intermédiaires et l'objectif spécifique, est de contribuer au renforcement de la cohésion sociale et la résilience des communautés du Burkina Faso face à l'extrémisme violent autochtone.

La démarche de mise en œuvre du projet est donc en cohérence avec la dynamique interne entre la hiérarchie des objectifs et la chaîne des résultats telle que recommandé par les principes de gestion axée sur les résultats.

Les quatre (4) maillons de la chaîne de résultats du projet REDIRE s'articulent de la façon suivante :

Tableau 2: Chaîne de résultats du projet

Extrants	Résultats intermédiaires	Objectif spécifique	Objectifs général
Extrant 1.1 : Les leaders religieux, communautaires et d’opinion, les forces de défenses et de sécurité et les médias sont formés sur le dialogue social.	Ri1 : Les acteurs communautaires, étatiques et politiques sensibles au dialogue social et religieux développent des activités de concertation favorables à la cohésion sociale	Renforcer le dialogue social et religieux au sein des communautés des régions du Nord et du Centre-Nord.	Contribuer au renforcement de la cohésion sociale et la résilience des communautés du Burkina Faso face à l’extrémisme violent autochtone
Extrant 1.2 : les communautés sont sensibilisées sur le dialogue social, intra et inter religieux			
Extrant 2.1 : les élus locaux (mairies et conseils régionaux) et les services déconcentrés sont accompagnés à l’organisation d’émissions radiophoniques sur la redevabilité	Ri2 : La gouvernance administrative, judiciaire et politique est améliorée en faveur du renforcement de la paix et de la cohésion sociale		
Extrant 2.2 : Des actions de plaidoyer sont conduites à l’endroit des élus locaux pour la réglementation des faits religieux et du dialogue social dans leur politique.			
Extrant 3.1 : Les clubs de dialogue et cadre régionaux de dialogue			

sont actifs pour la promotion du dialogue intra et inter religieux.	dialogue et de promotion de la paix sont en place, préviennent et gèrent les conflits		
Extrant 3.2 : Les faîtières religieuses et association sont renforcées dans l'élaboration des plans d'action pour la promotion du dialogue intra et inter religieux.			

2.3. Efficacité du projet

Le bilan physique permet d'apprécier le niveau atteint dans la réalisation des activités. Toutes les activités prévues ont été réalisées entièrement ou partiellement : sur 14 activités prévues, 13 sont réalisées à 100% et 1 partiellement réalisées avec des taux de réalisation allant de 63 % à 100%.

Il ressort de ce bilan un niveau de mise en œuvre satisfaisant. En effet, sur 551 cibles prévues 476 ont été réalisées, dégagant ainsi un taux global d'exécution physique du projet à 86,4% au 31 juillet 2021. Ce taux satisfaisant s'explique par les performances atteintes au niveau de tous les résultats attendus du projet. Cette exécution appréciable des activités permet d'atteindre les résultats escomptés.

Tableau 3: Bilan physique du projet

Activités	Prévu	Réalisé	Progrès
Activités préparatoires et de suivi			100%
1. Recruter le personnel du projet	1	1	100%
2. Organiser un atelier de lancement officiel du projet	1	1	100%
3. Réaliser une étude de base	1	1	100%
4. Rencontres de planification et de recadrage	9	9	100%
5. Comité de pilotage	1	1	100%
6. Evaluation finale	1	1	100%
Résultats 1			
6.1 Activité 1.R1 – Organiser des visites de proximité	384	384	100%
6.2 Activité 2.R1 – Former les leaders religieux et communautaires, des FDS et les médias	1	1	100%
6.3 Activité 3.R1- Former les responsables des associations de jeunes et de femmes sur la culture de paix	1	1	100%
6.4 Activité 4.R1- Organiser des émissions radiophoniques de sensibilisation à l'endroit des communautés sur le dialogue interreligieux et communautaire	72	72	100%
6.5 Activité 5.R1- Organiser des théâtres participatifs/fora à l'endroit des communautés sur la tolérance et la coopération sociale	70	70	100%

6.6 Activité 6.R1- Produire et diffuser un film documentaire sur les bonnes pratiques de coopération sociale dans deux télévision	1	1	100%
6.7 Activité 7.R1- Organiser des séances de ciné-débat sur les bonnes pratiques de promotion de cohésion sociale	556	576	100%
6.8 Activité 8.R1- Accompagner l'organisation de concours régional du récital poétique sur la paix et la cohésion sociale	1	2	100%
Résultat 2			
6.9 Activité 1.R2- Accompagner les élus locaux (mairies) à l'organisation des émissions radiophoniques de redevabilité à l'endroit des populations	128	128	100%
6.10 Activité 2. R2- Accompagner les services déconcentrés de la justice à l'organisation des émissions radiophoniques sur les procédures judiciaires à l'endroit de la population	30	30	100%
6.11 Activité 3.R2- Organiser des actions de plaidoyer à l'endroit des maires pour l'appropriation et l'application de la loi relative à la réglementation des faits religieux	2	2	100%
6.12. Activité 4.R2- Organiser une rencontre de partage des résultats du projet avec les députés et les responsables des partis politiques	1	1	100%
Résultat 3			
6.13. Activité 1.R3- Appui au fonctionnement des Cadres Régionaux de Dialogue des régions du Nord et du Centre-Nord	8	5	63%
6.14. Activité 2.R3-Mettre en place/accompagner des CED constructif dans les communautés	90	90	100%
6.15 Activité 3.R3- Appuyer l'organisation des journées des communautés	2	2	100%
Accorder les subventions aux associations/faitières	5	5	100%
Taux d'exécution global	1368	1384	98%

Sources : Données compilées par le consultant à partir de la documentation du projet

2.4. Efficience du projet

De l'analyse du tableau du bilan financier du projet, il ressort une gestion budgétaire globalement moyenne. En effet, il en découle une performance financière matérialisée par un taux de réalisation de 100%. En rapport avec le taux d'exécution physique enregistré, cette performance financière constitue un élément d'efficience optimal. En effet, l'indice d'efficience qui est le rapport du taux d'exécution financière sur le taux d'exécution physique est égal à 1,02.

Aussi, l'allocation budgétaire accorde une part importante aux activités du projet : 51% du budget est consacré aux activités, 40% aux charges du personnel et 9% aux dépenses de fonctionnement.

Les activités ont été réalisées aux dates prévues. En effet, tous les objectifs du projet ont été réalisés en temps voulu grâce à l'esprit d'anticipation de l'équipe projet qui ne ménage aucun pour résorber les difficultés qu'elle rencontre dans la mise en œuvre des activités.

L'équipe projet a pris en compte les autres interventions et les partenaires existants dans la mise en œuvre de son mandat. Les interventions existantes se faisaient dans une logique complémentaire de telle sorte qu'il n'y avait ni duplication ni concurrence et il existait une forte communication et synergie avec les autres partenaires. Il est vrai que la sécurité a joué

un rôle important dans le déroulement des activités du projet , mais il faut reconnaître que le projet a pu mener la plupart des activités dans les délais impartis.

Tableau 4: Bilan financier du projet au 31 janvier 2021 de mise en œuvre (En Euro)

Rubriques budgétaires	Prévisions	Réalisation	Taux (%) de réalisation
1. Ressources humaines	293181,0	289 805,32	99
2. Voyages internationaux	0,0	0,0	0,0
3. Equipement et fourniture	35491,0	35 096,55	100
4. Bureau local	32 721,35	32 716,74	100
5. Services	45 446,74	47 161,55	104
6. Autres	285217,0	286 819,84	101
7. Coûts indirects	48400,0	48 400,00	100
TOTAL	740 000	739 974	100

Sources : Bilan financier du projet

2.5. Durabilité du projet

Les perspectives de la durabilité du projet reposent sur l'engagement des bénéficiaires et les structures communautaires mise en place. Les connaissances acquises par les bénéficiaires peuvent servir à promouvoir le dialogue social au sein des communautés même après le projet.

L'évaluation a permis d'apprécier l'appropriation et la poursuite d'utilisation des résultats du projet après fermeture de celui-ci. Il ressort des analyses et discussions avec les différents acteurs que certains résultats du projet pourraient être durables. Par exemple, la participation au cadre régional de dialogue (CRD) et la mise en place et l'accompagnement des clubs d'écoute et de dialogue (CED) participent à la mise à disposition des communautés des mécanismes endogènes durables de promotion de dialogue constructif et durable et de gestion des conflits en faveur de la cohésion sociale

De même, les acteurs ayant bénéficié de renforcement de compétence pourraient intégrer les bonnes manières dans leurs pratiques quotidiennes. En cela, tous les enquêtés affirment pouvoir être en mesure de poursuivre les actions de sensibilisation et de communication pour un vivre ensemble au sein de votre communauté. Ils constituent des acteurs clés pour la pérennisation du projet. Tous ces aspects sont autant de points forts qui concourent à la pérennisation de l'intervention.

2.6. Prise en compte du genre

La cohésion sociale est conditionnée par le dialogue constructif au sein des différentes communautés. De ce fait, la promotion du dialogue entre les parties prenantes doit impliquer tous les acteurs, y compris les femmes.

Le projet REDIRE, dans sa conception, reconnaît de manière implicite le rôle essentiel de la femme dans la promotion du dialogue social au sein des communautés. En effet, les femmes représentent 38,3% des bénéficiaires directs prévus dans le cadre du projet. Aussi, il a été prévu la sélection d'associations de femmes pour le renforcement de leurs capacités techniques et opérationnelles pour la promotion de la culture de paix. Les femmes sont également prises en compte dans la composition des comités d'écoute et de dialogue (CED). En effet, les CED sont des groupes villageois composés d'hommes, de femmes, de jeunes et d'enfants sans exception de religions et de cultures.

Cependant la prise en compte de la dimension genre ne se perçoit pas dans la définition des indicateurs. En effet, la désagrégation des indicateurs selon le sexe est un aspect important pour l'analyse de la contribution des femmes à la promotion du dialogue social.

3. EVALUATION DES EFFETS DU PROJET

L'évaluation des effets du projet a été réalisée sur la base des résultats de l'enquête réalisée dans la zone d'intervention du projet. Cette partie présente la description des cibles enquêtées, les effets immédiats du projet et l'analyse des indicateurs.

3.1. Caractéristiques sociodémographiques

Nous présentons dans cette partie une description de l'échantillon à travers les caractéristiques sociodémographiques des cibles touchées par la collecte quantitative des données.

3.1.1. Répartition des enquêtés par province et selon le sexe

La collecte des données réalisée a permis d'enquêter au total 485 personnes dont 26% dans la région du Centre Nord et 76% dans la région du Nord. Selon la province, et conformément à l'échantillonnage, 37,5% ont été touchées dans le Yatenga, 22,3% dans le Zandoma, 15,6% dans le Sanmatenga, 14,2% dans le Loroum et 10,4 dans le Bam.

Tableau 5: Répartition (%) des enquêtés par province et par région

Province	Femmes	Hommes	Total
Centre Nord	28,0	24,2	26,0
Bam	12,0	9,2	10,5
Sanmatenga	16,0	15,0	15,5
Nord	72,0	75,8	74,0
Loroum	14,2	14,2	14,2
Yatenga	34,2	40,4	37,5
Zandoma	23,6	21,2	22,3
Ensemble	100	100	100

3.1.2. Répartition des enquêtés par tranches d'âges et par sexe

La structure par sexe et par groupes d'âges est la structure démographique la plus importante dans l'étude d'une population donnée. En effet, l'âge et le sexe sont des variables discriminantes de base qui permettent d'avoir une connaissance assez fine d'une population sur le plan démographique, social, économique et culturel.

La structure par sexe des cibles enquêtées dans le cadre de cette étude présente une prédominance des hommes par rapport aux femmes. Les femmes représentent 46,4% des enquêtés. Cette représentativité des femmes dans l'échantillon est relativement raisonnable. Pour faciliter la parole des femmes, des sessions séparées hommes/femmes ont été organisées.

L'analyse de la structure par groupe d'âges des cibles enquêtées se base sur les groupes d'âges opérationnels définis.

Les jeunes âgés de 20 à 39 ans sont relativement plus représentés dans les cibles enquêtées. Ils représentent 46,6% de l'échantillon, ce qui est fort appréciable. En effet, au regard de leur statut de bénéficiaires direct dans le projet, ils sont bien imprégnés des interventions du projet et de ce fait sont à mesure de répondre objectivement aux questions d'évaluation du projet.

Tableau 6: Répartition des enquêtés par tranches d'âges et par sexe

Tranches d'âges	Effectif	Pourcentage
Moins de 20 ans	38	7,8
20 à 39 ans	226	46,6
40 à 49 ans	105	21,6
50 ans et plus	116	23,9
Total	485	100
Femmes	225	46,4
Hommes	260	53,6

3.1.3. Niveau d'éducation des cibles enquêtées

L'importance de l'éducation pour un individu et pour une communauté n'est plus à démontrer. L'alphabétisation et l'instruction reçues, composantes essentielles de l'éducation, influencent le comportement des individus et des communautés dans plusieurs domaines, notamment au niveau social, économique et culturel. Elles constituent des éléments importants dans le processus de développement d'un individu et sont de nature à faciliter l'acquisition de nouvelles connaissances, facteur important pour un changement de comportement aussi bien au niveau individuel qu'au niveau collectif.

Le niveau d'alphabétisation et le niveau d'instruction sont relativement faibles sur l'ensemble des cibles enquêtées. En effet, près de 58% des enquêtés n'ont aucun niveau d'instruction

dans la zone du projet. Aussi, la majorité des instruits ont un niveau primaire (19,8%). Le niveau secondaire représente 13,8% contre seulement près de 2% pour le supérieur.

Tableau 7: Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction

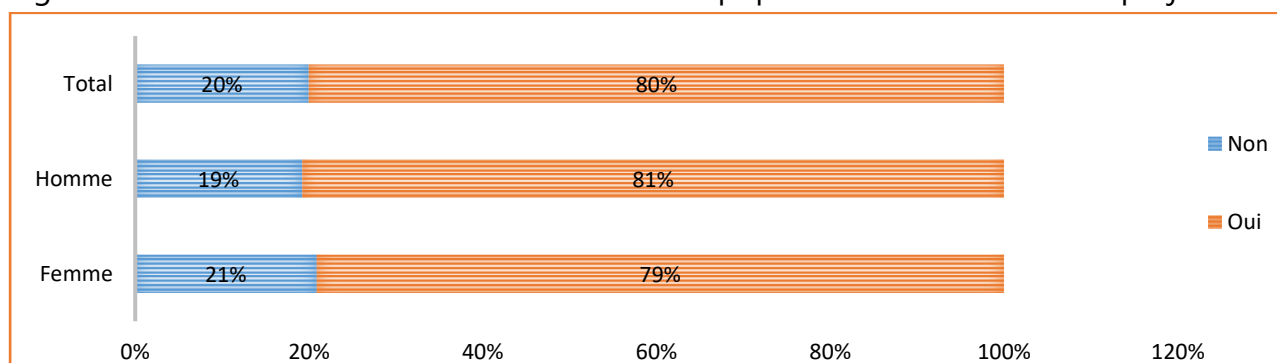
Niveau d'instruction /Sexe	Femme		Homme		Ensemble	
Alphabétisé	8	3,60%	26	10,00%	34	7%
Aucun	147	65,30%	133	51,20%	280	58%
Primaire	42	18,70%	54	20,80%	96	20%
Secondaire	26	11,60%	41	15,80%	67	14%
Supérieur	2	0,90%	6	2,30%	8	2%
Total	225	100%	260	100%	485	100%

Source : Enquête terrain, juillet 2021

3.1.4. Connaissance et adhésion (%) au projet REDIRE

Le projet REDIRE jouit d'une très bonne connaissance et bénéficie de l'adhésion des populations dans la zone d'intervention. En effet, 8 personnes sur 10 affirment connaître le projet REDIRE. Cette bonne connaissance du projet et la forte adhésion des populations sont des éléments fondamentaux pour la pérennisation et la durabilité du projet dans la zone.

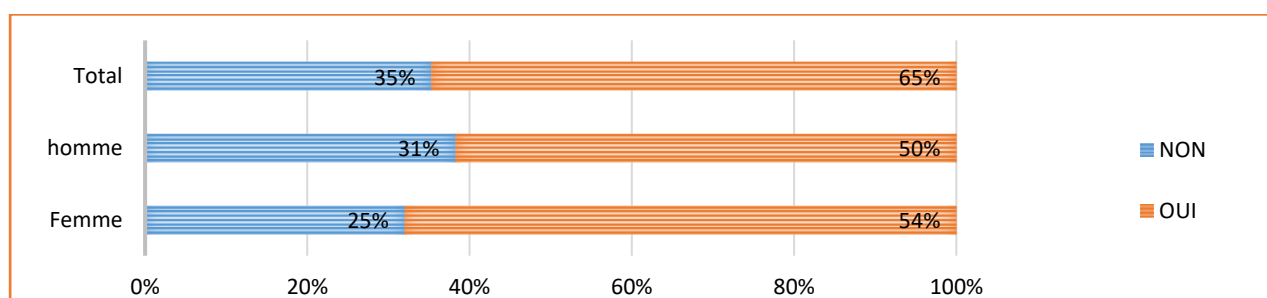
Figure 1: Niveau de connaissance et adhésion des populations aux activités du projet



Source : Enquête terrain, juillet 2021

Près de 65% des personnes enquêtées participent aux activités du projet comme le montre la figure ci-dessous :

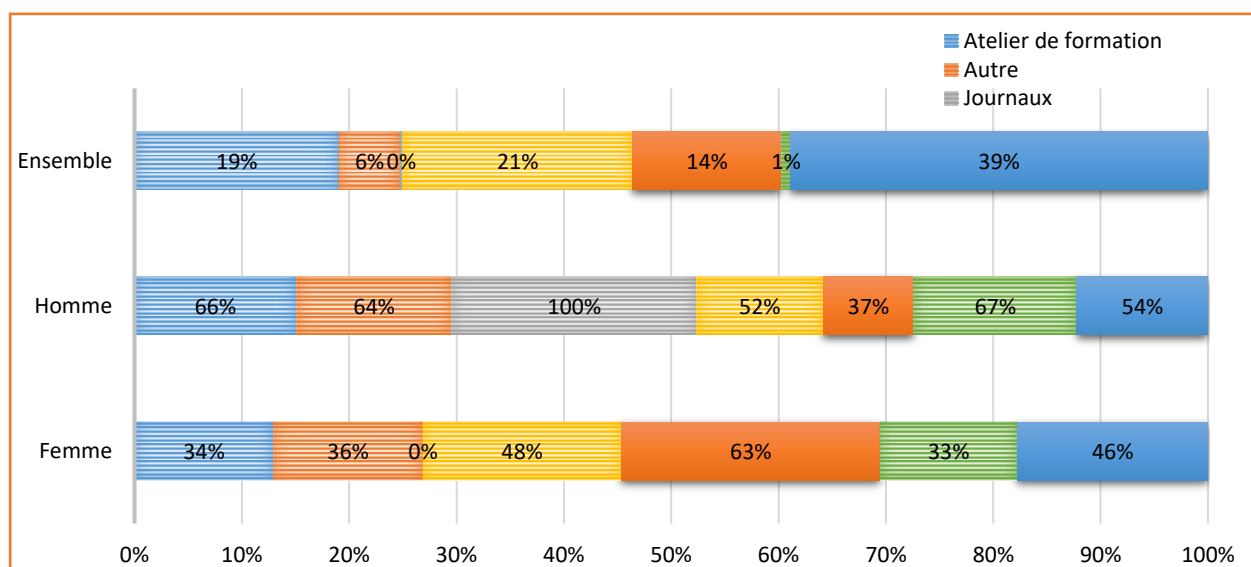
Figure 2: Niveau adhésion des populations aux activités du projet



Source : Enquête terrain, juillet 2021

Les principaux canaux par lesquels les populations ont connu le projet sont la radio ou la télévision (38,9%), les leaders communautaires (21,4%) et les ateliers de formation. En effet, près de 8 personnes sur 10 ont connu le projet par ces canaux. Les activités réalisées par le projet, notamment la formation des leaders communautaires, les ateliers de sensibilisation et les émissions télé et radio, ont donc permis d'informer les populations sur les activités du projet. Les femmes ont été informées principalement par les ateliers de formation (46%) ainsi que par d'autres canaux (63%) comme les parents, les CED et les sensibilisations.

Figure 3: Répartition (%) des enquêtés selon le canal par lequel ils ont connu le projet



Source : Enquête terrain, juillet 2021

3.2. Performance des indicateurs du projet

Nous analysons dans cette partie la situation et l'évolution des indicateurs du projet.

3.2.1. Adéquation des actions du projet aux besoins des populations

Les personnes enquêtées sont unanimes que les activités du projet ont permis d'améliorer le dialogue social et interreligieux et la cohésion sociale.

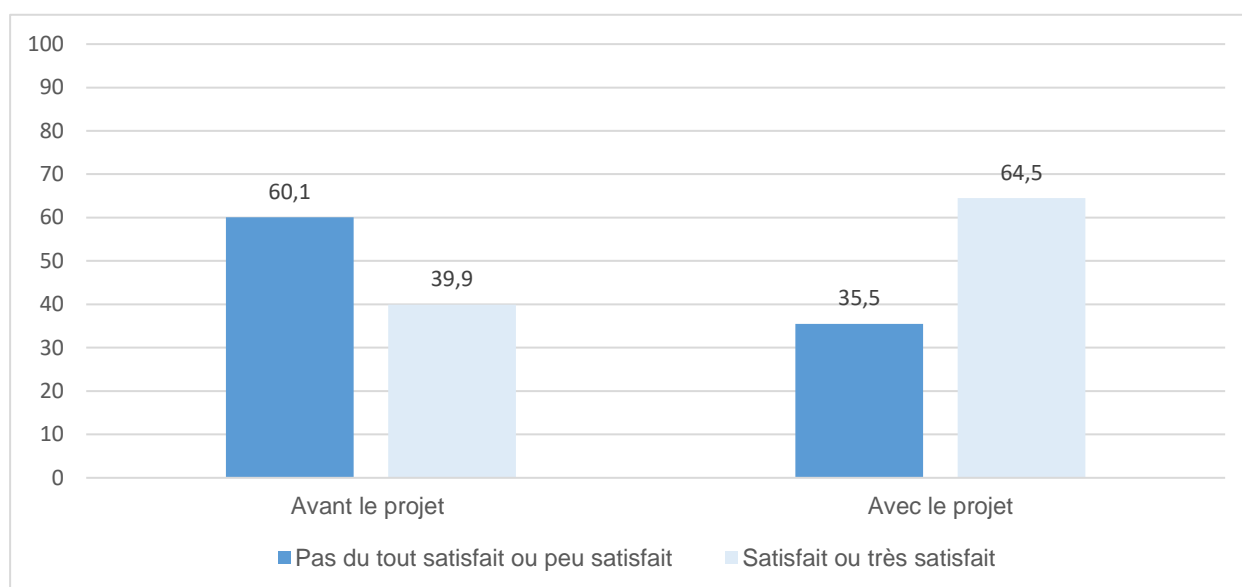
La quasi-totalité des personnes enquêtées estime que les activités du projet ont permis de résoudre les problèmes en lien avec le dialogue interreligieux et la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet. Aussi, presque toutes les personnes enquêtées (99,7%) affirment que les activités du projet ont eu un impact positif sur l'instauration du dialogue social et interreligieux.

3.2.2. Évolution de la perception de la cohésion sociale

La proportion de la population satisfaites de la cohésion sociale est passée de 39,9% avant le projet à 64,5% avec le projet, soit une hausse de 24,6 points de pourcentage.

Le niveau de satisfaction des populations sur le niveau de cohésion sociale a fortement évolué avec la mise en œuvre du projet. Il est passé de 39,9% avant le projet à 64,5 % après la mise en œuvre du projet, soit une évolution de 24,6 points de pourcentage. En effet, à la question de savoir quel est le niveau de satisfaction par rapport à la cohésion sociale avant le projet, 39,9% des enquêtés affirment être satisfaits ou très satisfaits. Après le projet, ils sont 64,5% à l'affirmer. Cette bonne appréciation du niveau de cohésion sociale est indéniablement dû aux actions du projet. Aussi, plus de 9 personnes sur 10 confis avoir remarqué dans la communauté des changements en lien avec la promotion de la paix.

Figure 4: Niveau de satisfaction (%) par rapport à la cohésion sociale



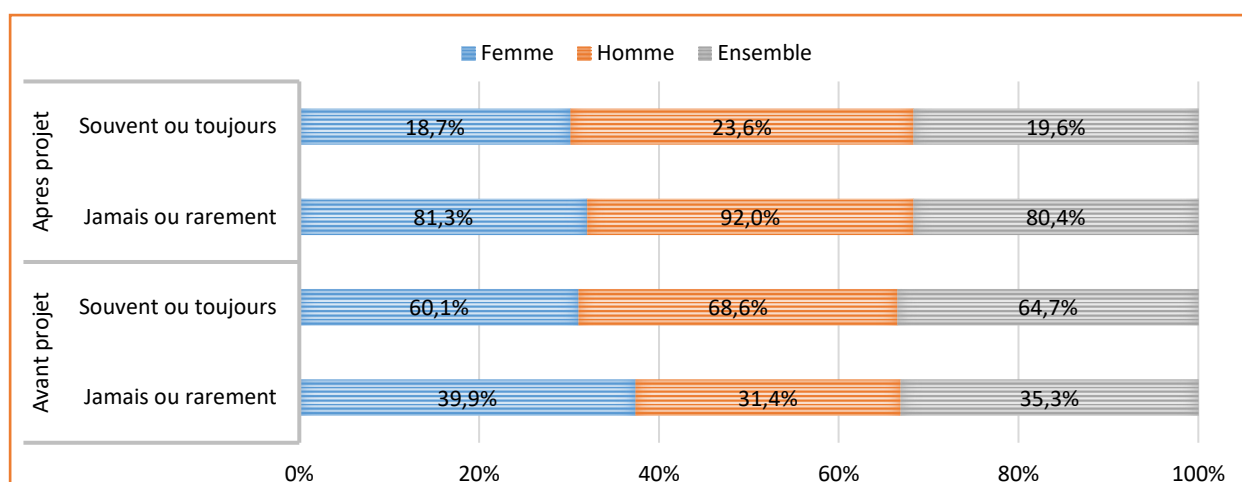
Source : Enquête terrain, juillet 2021

3.2.3. Fréquence des conflits

La proportion de la population qui estime que les conflits existent souvent ou toujours dans leur communauté est passée de 54,7% avant le projet à 19,6% avec le projet, soit une baisse de 35,1 points de pourcentage.

Le projet REDIRE a eu un impact considérable sur la fréquence des conflits dans la zone d'intervention du projet. En effet, de l'avis des personnes enquêtées, la fréquence des conflits a fortement diminué dans la zone. Selon les résultats de l'enquête réalisée, 54,7% des personnes enquêtées estiment que les conflits existaient souvent ou toujours dans leurs communautés avant le projet. Mais avec le projet, seulement 19,6% des enquêtés qui confis que les conflits surviennent souvent ou toujours dans leur communauté.

Figure 5: Niveau de perception (%) sur la fréquence des conflits



Source : Enquête terrain, juillet 2021

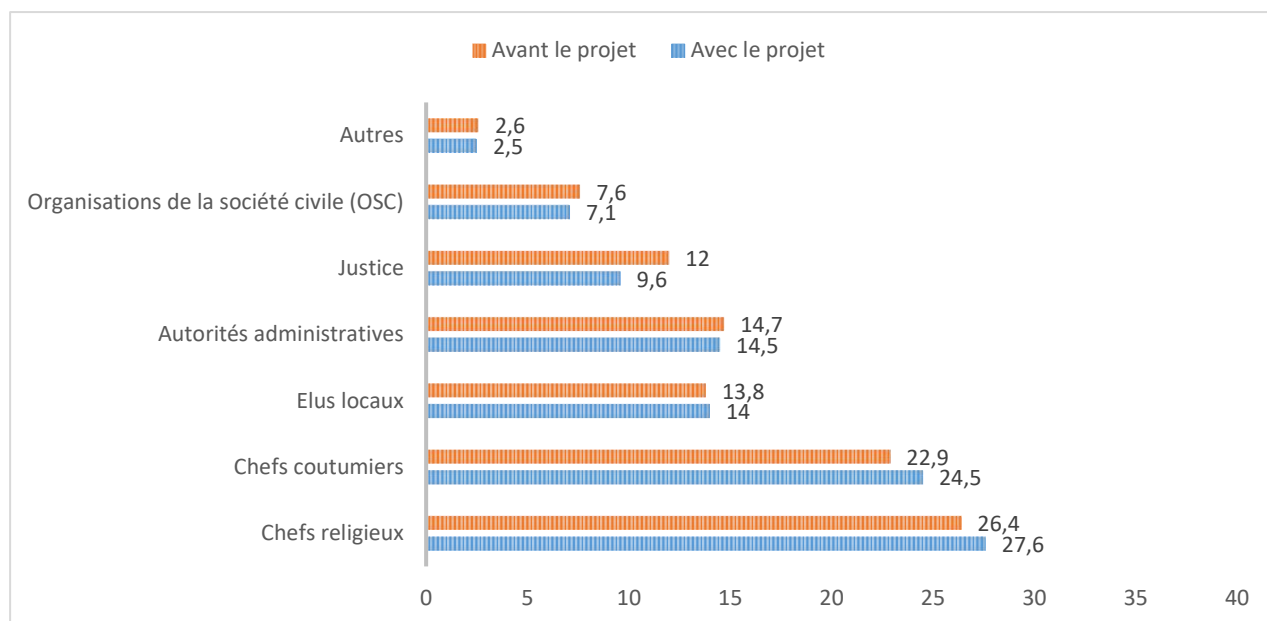
3.2.4. Implication acteurs traditionnels et administratifs dans la gestion des conflits

Avec le projet, les acteurs communautaires (leaders religieux et coutumiers) sont plus impliqués dans la gestion des conflits contrairement aux acteurs institutionnels (Justice, autorités administratives, OSC).

Le rôle des leaders religieux et coutumiers dans la gestion des conflits au niveau communautaires reste très important. Selon les résultats de l'enquête, ces derniers sont les principaux acteurs impliqués dans la résolution des conflits au niveau local. Avec les activités du projet, ils s'impliquent davantage par rapport aux autres acteurs administratifs ou locaux. En effet, 24,5 % des enquêtés affirment qu'avec le projet les conflits sont gérés par les chefs coutumiers contre 22,9% avant le projet. Pour les chefs religieux, 27,4% des personnes enquêtées confirment que ce sont ces derniers qui gèrent les conflits contre 26,4% avant le projet.

Les résultats de l'enquête montrent que les autorités administratives, la justice et les OSC sont de moins en moins impliqués dans la gestion des conflits au niveau communautaire. Selon l'avis des enquêtés, leur implication a diminué par rapport à la situation antérieure au projet contrairement aux leaders religieux et coutumiers. En effet, 66,3% des enquêtés estiment que les conflits sont gérés par les acteurs traditionnels avec le projet contre 63,1% avant le projet. Par contre, 33,7% des personnes enquêtées affirment que les acteurs institutionnels sont impliqués dans la gestion des conflits dans leurs localités avec le projet contre 37% avant le projet.

Figure 6: Perception (%) sur la gestion des conflits par les acteurs traditionnels et institutionnels



Source : Enquête terrain, juillet 2021

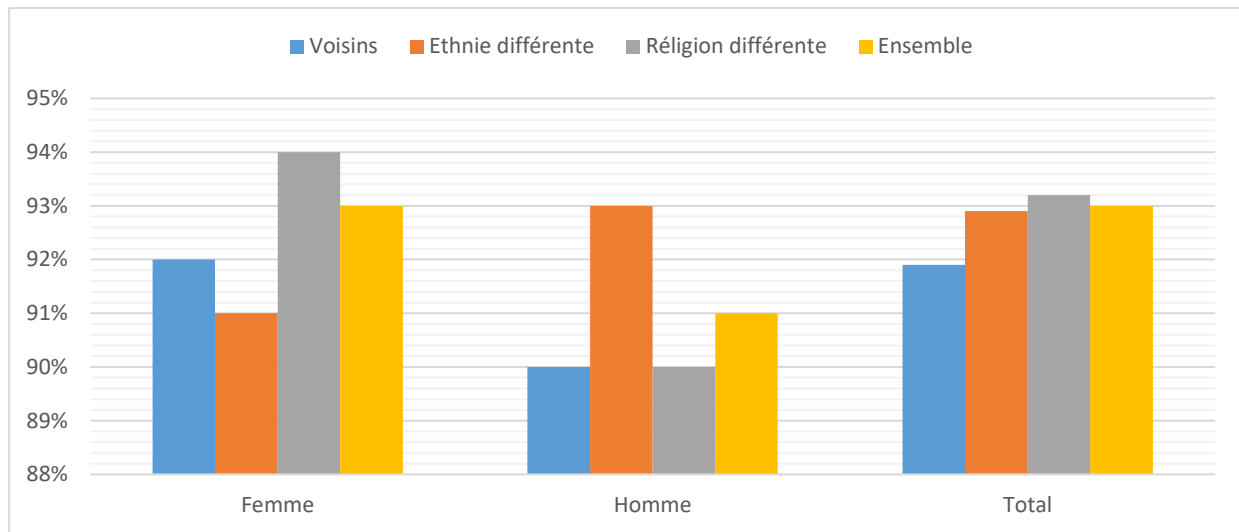
3.2.5. Ind2OS : fréquence des interactions sociales entre les communautés

9 personnes sur 10 affirment qu'elles participent toujours aux évènements sociaux des voisins, de personnes d'ethnies ou de religion différente. Aussi, 83,8% des enquêtés affirment avoir vu les leaders religieux ensemble principalement à l'occasion des fêtes religieuses, les mariages, baptêmes ou décès.

Les interactions sociales entre les communautés sont des facteurs capitaux dans la mise en place de mécanismes ou d'espaces pour l'instauration du dialogue social et interreligieux. Les interactions sociales entre les communautés sont appréhendées à travers la fréquence de la participation aux évènements sociaux de la communauté indifféremment de l'ethnie et la religion.

Dans la zone d'intervention du projet, les interactions sociales entre les communautés sont très fortes. En effet, à la question de savoir combien de fois participez-vous aux évènements sociaux des voisins, de personnes d'ethnies et de religion différente, ils sont plus de 9 personnes sur 10 à affirmer que c'est plusieurs fois ou toujours.

Figure 7: Proportion (%) des enquêtés qui affirment participer plusieurs fois ou toujours aux événements sociaux des voisin, personnes d'ethnie et religion différentes



Source : Enquête terrain, juillet 2021

Les interactions sociales entre les leaders religieux sont aussi fréquentes que les autres membres de la communauté. Effet, 83,8% des enquêtés affirment avoir vu les leaders religieux ensemble principalement à l'occasion des fêtes religieuses (23,4%), les mariages (22,2%), les baptêmes (18,4%) et des décès (17,2%).

Figure 8: Proportion (%) des enquêtés qui affirment avoir vu plusieurs fois ou toujours les leaders religieux ensemble à l'occasion des événements sociaux

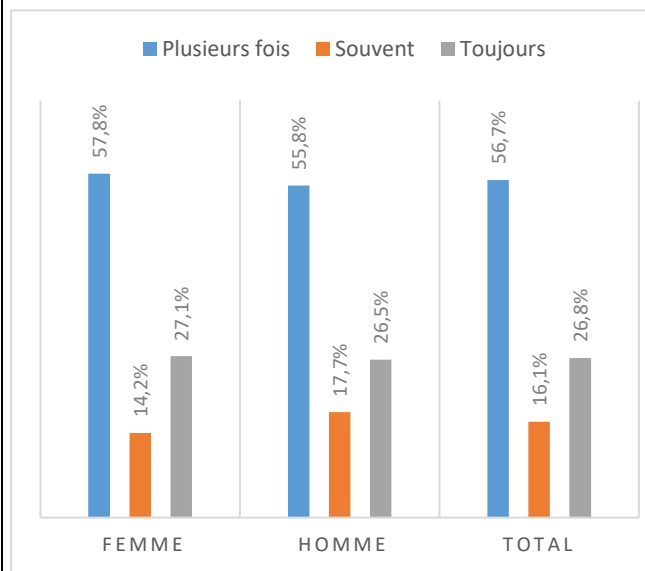
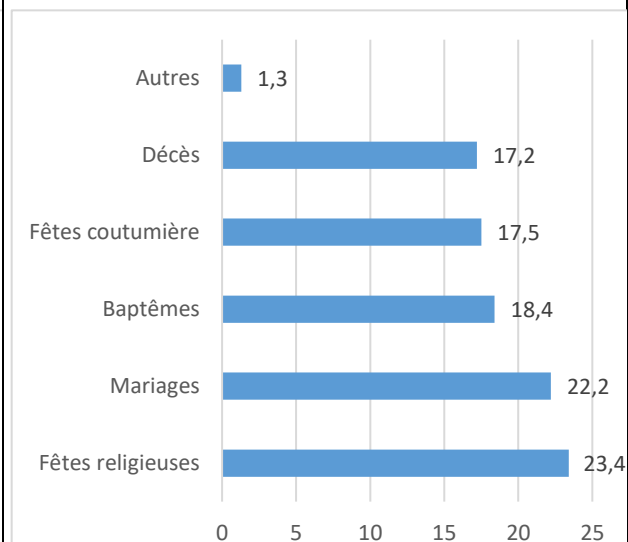


Figure 9: Proportion des enquêtés qui affirment avoir vu les leaders religieux ensemble à l'occasion des événements sociaux



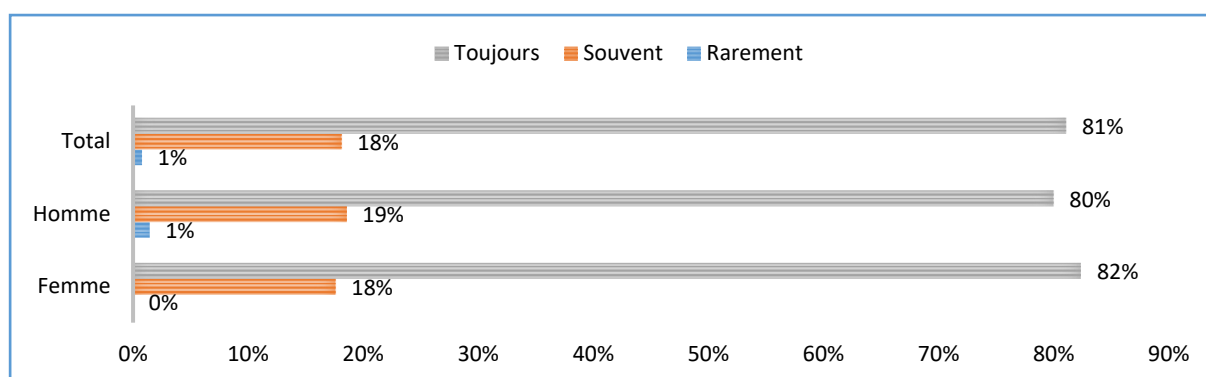
Source : Enquête terrain, juillet 2021

3.2.6. Ind1Ri1 : % des personnes formées qui prônent des discours de tolérance au sein de leur communauté

8 personnes formées sur 10 prônent toujours des discours de tolérance au sein des communautés à l'occasion des réunions de sensibilisation, en famille ou lors des prêches et des baptêmes.

Les acteurs qui ont bénéficié des formations et sensibilisations réalisées par le projet avaient pour rôle la promotion du discours de tolérance au sein de leur communauté. Selon les résultats de l'enquête, 9 personnes sur 10 affirment connaître les personnes formées par le projet. A la question de savoir si ces derniers prônent des discours de tolérance au sein des communautés, 81% affirment qu'ils prônent toujours des discours de tolérance à l'occasion des réunions de sensibilisation (28,7%), en famille (26,9%) et lors des prêches (22,5%) et baptêmes (21,6%).

Figure 10: Proportion (%) de personnes qui affirment que les leaders formés prônent des discours de tolérance au sein des communautés



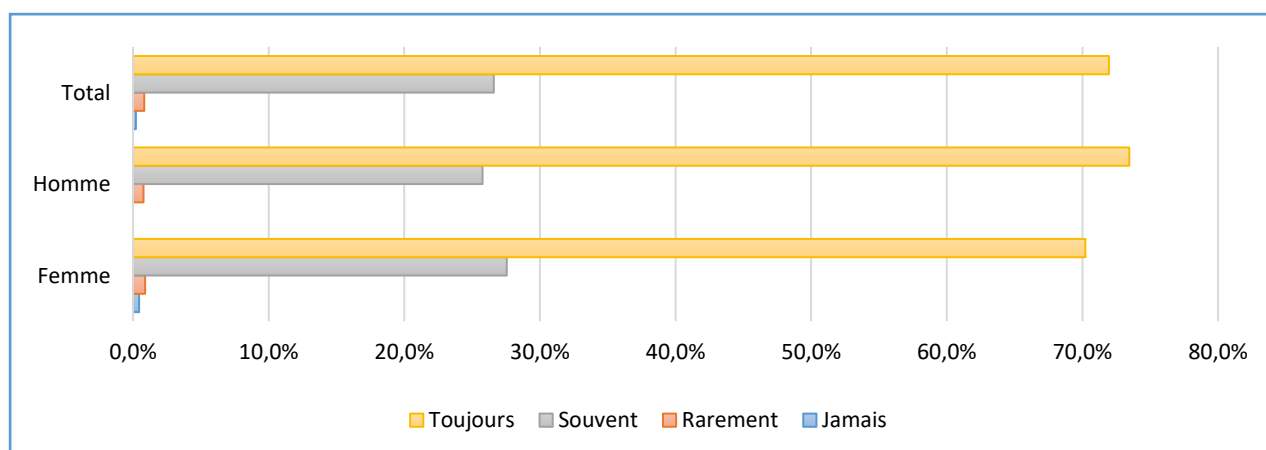
Source : Enquête terrain, juillet 2021

3.2.7. Ind2Ri1 : % de membres des communautés ciblées qui posent des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale

Plus de 7 personnes sur 10 estiment que les leaders communautaires, des OSC et des personnes formées posent toujours des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale au sein de la communauté.

Leaders communautaires, des OSC et des personnes formées par le projet ont la devoir et la responsabilité de poser des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale. Selon les résultats de l'enquête réalisée sur le terrain, 72,3 % des enquêtés affirment que les leaders communautaires, des OSC et des personnes formées posent toujours des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale. Aussi, ces actes favorables à la paix et à la cohésion sociale sont posés principalement à l'occasion des réunions de sensibilisation (27,8%), lors des prêches (25,5%), en famille (25,2%) ou lors des baptêmes (21,1%).

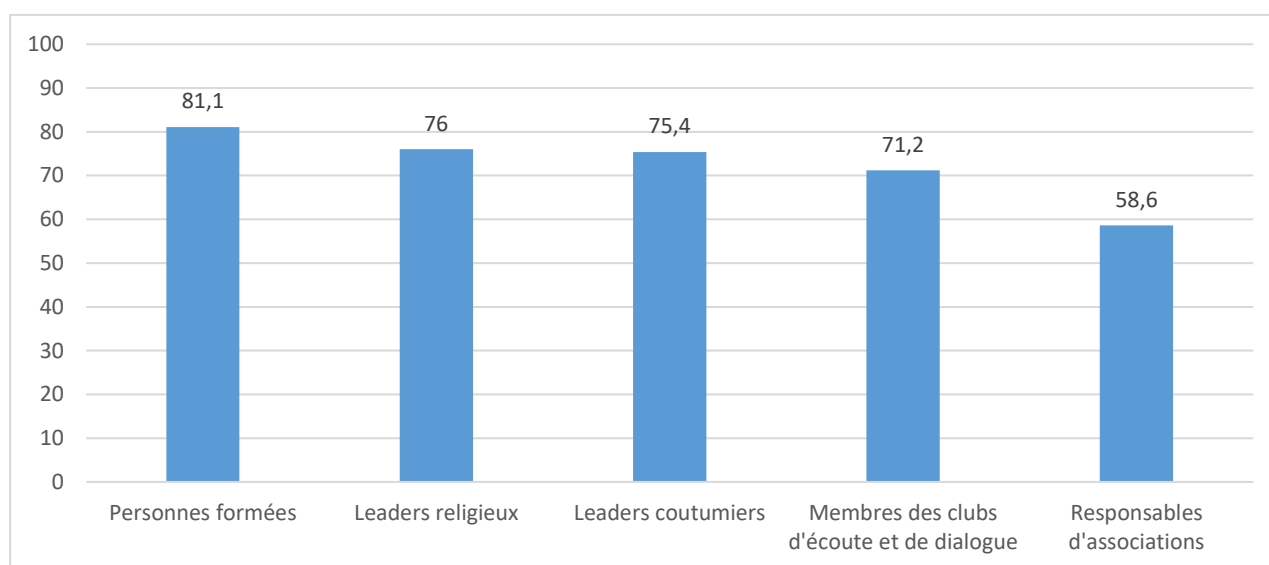
Figure 11: Proportion de personnes qui estiment que les leaders communautaires, les OSC et les acteurs formés posent des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale



Source : Enquête terrain, juillet 2021

L'analyse comparative de la perception des personnes enquêtées par rapport à chaque acteur ciblé par le projet fait ressortir que ce sont les personnes formées (81,1%) qui posent le plus habituellement des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale. Ils sont suivis des leaders religieux (76%), les leaders coutumiers (75,4%), les CED (71,2%) et des responsables d'associations (58,6%).

Figure 12: Perception des enquêtées sur les actes posés en faveurs de la paix et de la cohésion sociale par chaque catégorie de bénéficiaires (%)



Source : Enquête terrain, juillet 2021

3.2.8. Ind1Ri2 : niveau de satisfaction des populations de la gestion des communes

Plus de 7 personnes sur 10 sont satisfaites ou très satisfaites des services offerts par la mairie et qu'elle est souvent ou toujours impliquée dans la gestion des conflits.

L'analyse de la satisfaction des populations par rapport à la gestion de la commune sera réalisée sur la base de leurs satisfactions des services offerts par la mairie et le degré d'implication de la commune dans la gestion des conflits au sein des communautés.

Les résultats de l'enquête indiquent que 72,9% des enquêtés affirment être satisfaits ou très satisfaits des services offerts par la mairie. Concernant l'implication de la commune dans la gestion des conflits, 73,1% des personnes enquêtées reconnaissent que la mairie est souvent ou toujours impliquée dans la gestion des conflits au niveau communautaires.

Figure 13: Satisfaction des populations par rapport aux services offerts par la commune

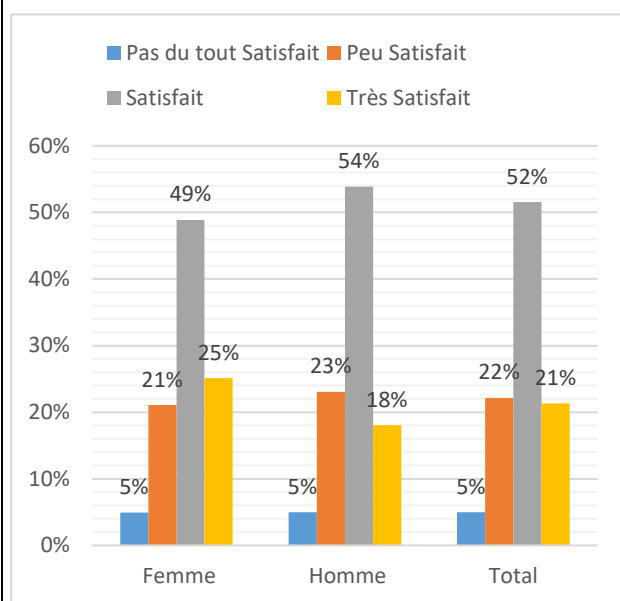
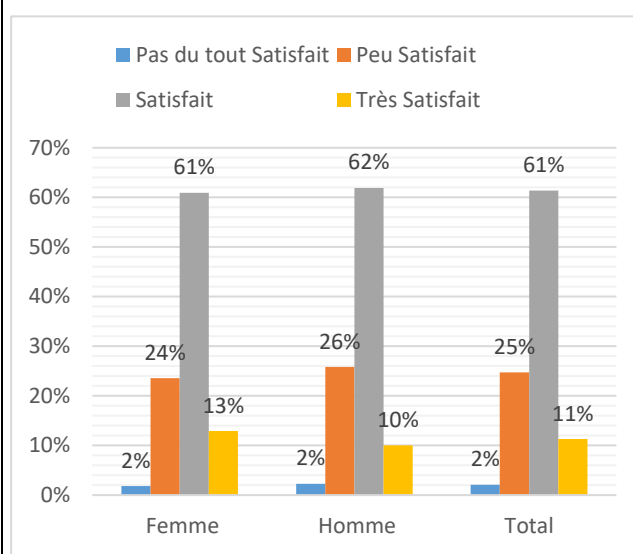


Figure 14: Perception des populations sur l'implication de la mairie dans la gestion des conflits



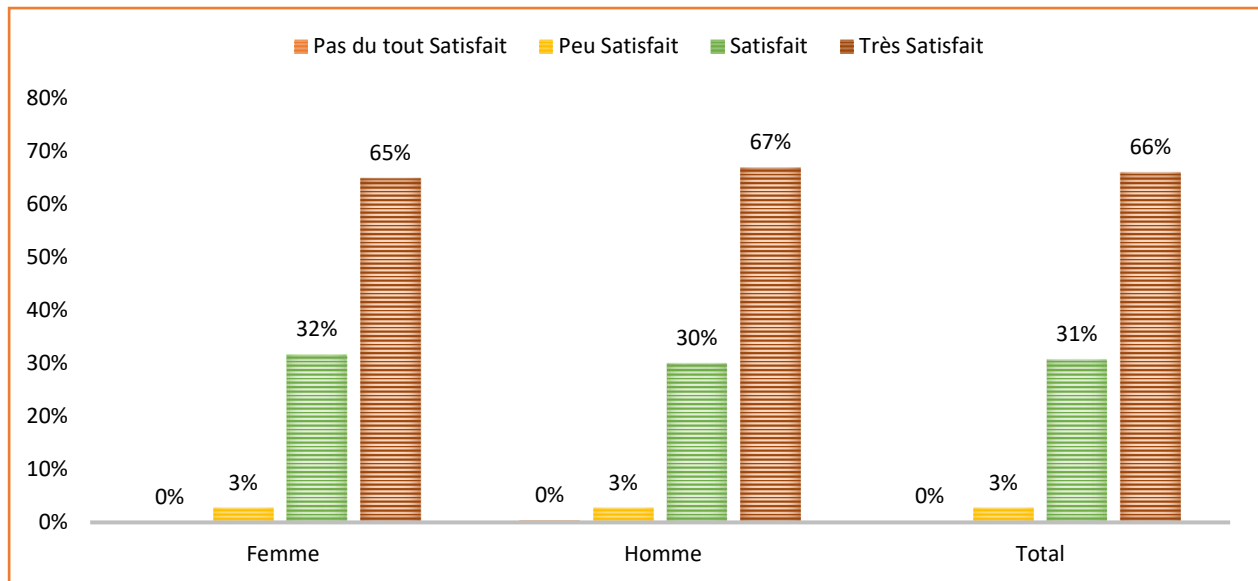
Source : Enquête terrain, juillet 2021

3.2.9. Niveau de satisfaction des populations de la gestion des conflits par les méthodes endogènes et institutionnelles

Les populations sont plus satisfaites de la gestion des conflits par les méthodes endogènes par rapport au mécanisme institutionnels

Les populations affirment être plus satisfaites de la gestion des conflits par les méthodes endogènes par rapport aux méthodes institutionnelles. En effet, à la question de savoir si les enquêtés sont satisfaits de la manière dont les conflits sont gérés par les leaders coutumiers et religieux, 66,3% affirment qu'ils sont très satisfaits.

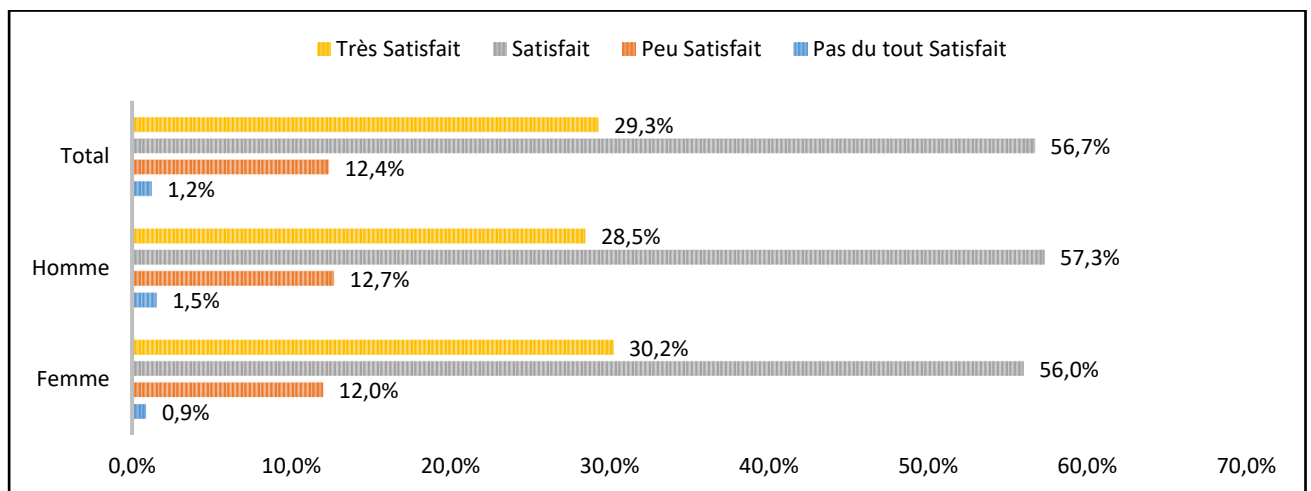
Figure 15: Satisfaction (%) des enquêtés sur la manière dont les conflits sont gérés par les leaders religieux et coutumiers



Source : Enquête terrain, juillet 2021

Par rapport aux mécanismes institutionnels (mairie, préfecture, justice), ils sont seulement 29,4% qui affirment être satisfaits. 56,7% des personnes enquêtées sont satisfaits (dont 56% de femmes).

Figure 16: Satisfaction des enquêtés sur la manière dont les conflits sont gérés par les mécanismes institutionnels



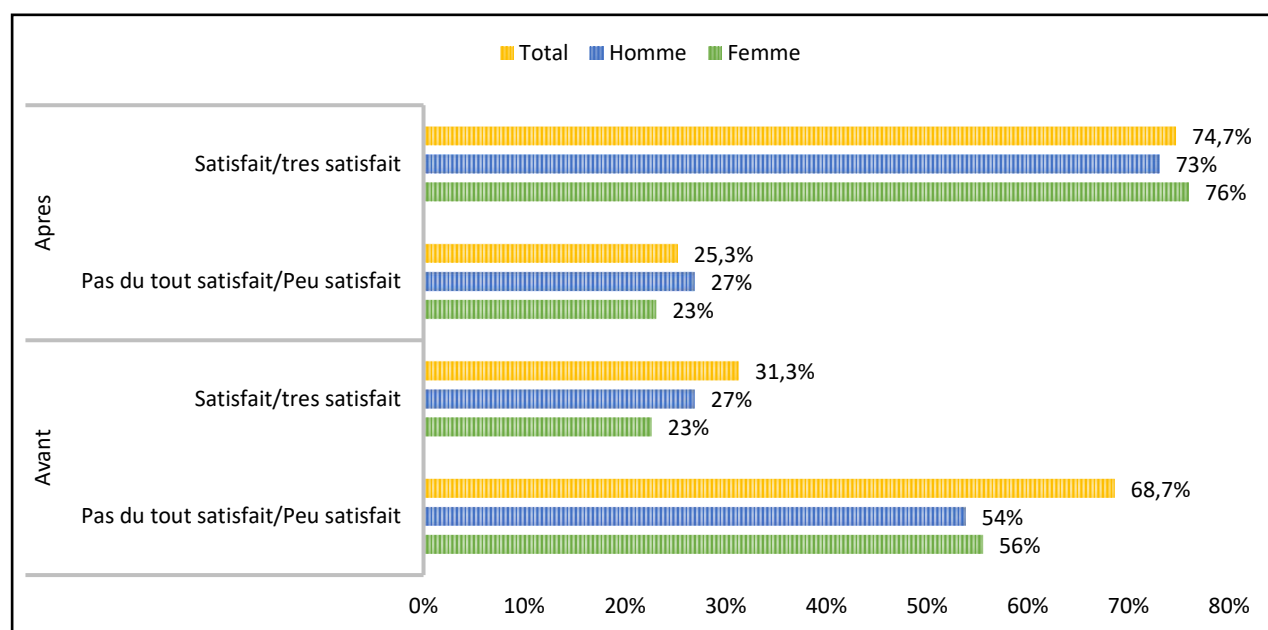
Source : Enquête terrain, juillet 2021

Ind2Ri2 : perception des communautés sur la justice

Plus de 7 personnes sur 10 affirment être satisfaites ou très satisfaites des services offerts par la justice après le projet contre 3 personnes sur 10 avant le projet.

La satisfaction des populations par rapport aux services offerts par la justice a fortement évolué avec la mise en œuvre du projet. Selon les résultats de l'enquête réalisée, la proportion des personnes qui affirment être satisfaites ou très satisfaites des services offerts par la justice est passée de 31,3% avant le projet à 74,7% avec la mise en œuvre du projet, soit une évolution de niveau de perception de 43,4 points de pourcentage.

Figure 17: Satisfaction (%) des populations par rapport aux service offerts par la justice



Source : Enquête terrain, juillet 2021

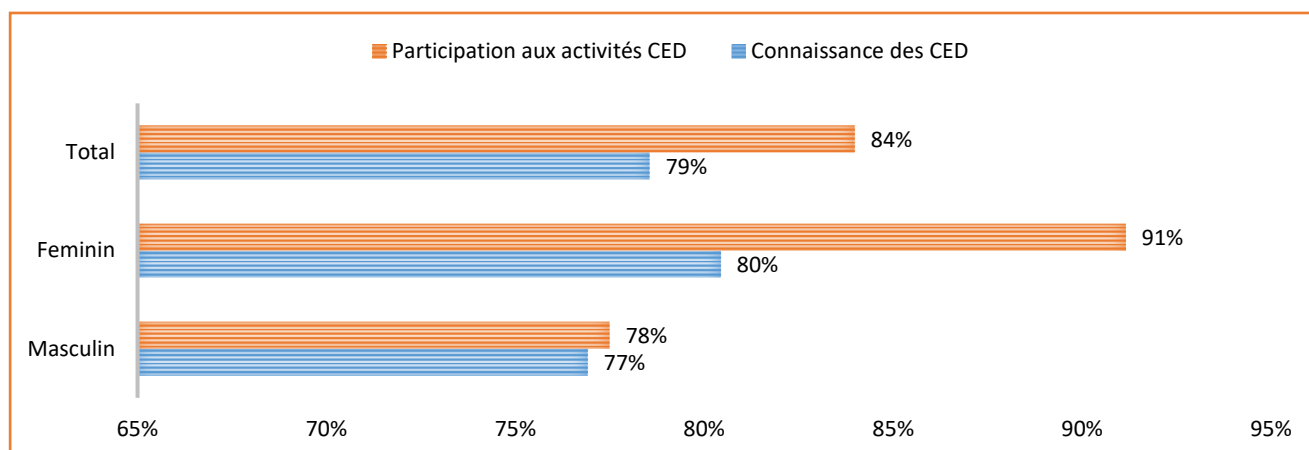
Ind1Ri3 : niveau d'adhésion des communautés aux clubs d'écoute de dialogue

Près de 8 personnes sur 10 connaissent les CED et participent à leurs activités de théâtres forum, de ciné débat et d'émissions radio.

Les clubs de d'écoute et de dialogue (CED) jouissent d'une bonne connaissance dans la zone du projet et les populations participent à leurs activités. En effet, 78,9% des personnes enquêtées affirment connaître les CED et 84% participent à leurs activités. Les activités auxquelles ces personnes participent principalement sont les théâtres fora (44,3%), les cinés débat (28,3%) et les émissions radio (21,3%). Parmi les hommes qui connaissent les CED, 78% d'entre eux participent aux activités tandis que parmi les femmes qui connaissent les CED, 91% d'entre elles participent aux activités des CED. On comprend alors qu'il y'a une forte participation des femmes dans les CED comparativement aux hommes.

Aussi, la quasi-totalité des enquêtés affirment que les membres des clubs d'écoute et de dialogue prônent toujours des discours de tolérance, de vivre ensemble et de rapprochement des communautés et posent toujours des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale.

Figure 18: Connaissance (%) des CED et participation à leurs activités



Source : Enquête terrain, juillet 2021

IndOG : Niveau de cohésion sociale existant dans les communautés ciblées

Sur une échelle de 1 à 10, l'indice de cohésion sociale dans les communautés ciblées est évalué à 8,22, attribuant un bon niveau de cohésion sociale dans les communautés ciblées par le projet.

Pour analyser le niveau de cohésion sociale existant dans les communautés ciblées, un indice de cohésions sociales a été construit sur la base de la matrice de questions suivante :

Tableau 8: Matrice pour l'évaluation du niveau de cohésion sociale

N°	Questions	Moyenne obtenue
Q49	Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre votre religion et la religion des autres ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)	8,11
Q50	Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre les responsables religieux et les autorités administratives ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)	7,95
Q51	Q50. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente en vous et votre famille ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)	8,40
Q52	Q51. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre les personnes déplacées internes et les autochtones ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)	8,13

Q53	Q52. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre vous et vos voisins ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)	8,54
Q54	Q53. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre vous et les autorités administratives ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)	8,17
Moyenne de l'ensemble		8,2

En attribuant le même poids à chaque question, on obtient un indice de cohésion sociale estimée à 8,2 sur une échelle de 1 à 10.

4. LEÇONS APPRISSES ET BONNES PRATIQUES

Plusieurs leçons et bonnes pratiques ont été tirées de la phase de conception et de la phase de mise en œuvre du projet.

4.1. Leçons apprises

Les leçons apprises de la mise en œuvre du projet « ensemble pour le dialogue » se présentent comme suit :

- La bonne collaboration avec les autorités administratives, politiques, coutumières et religieuses au niveau local dès le début du projet faciliter un bon déroulement des activités et l'atteinte des résultats du projet ;
- L'implication et la responsabilisation des codemandeurs (CDC, Tabital-Lobal, Children Believe) dans toutes les activités réalisées favorise un bon climat dans la collaboration et est à mettre au compte du succès du projet ;
- Une bonne évaluation de base facilite la mesure des effets en fin de projet. Dans le cas du projet REDIRE, l'évaluation de base n'a pas pu capter tous les indicateurs du projet, toute chose qui n'a pas faciliter la mesure des effets sur certains indicateurs en fin du projet.;
- La quête de la paix et de cohésion sociale nécessite l'implication de chaque membre de la communauté ;
- Les acteurs institutionnels (justice, mairie) de résolution de conflits manquent énormément de tribunes pour échanger avec les populations sur leur fonctionnement et les services offerts ;
- Les mécanismes traditionnels de gestion de conflits communautaires sont plus porteurs et bénéfiques pour les populations ;
- La résolution de conflits par la justice ne permet pas de réconcilier les communautés mais tranche les différends entre parties.

4.2. Bonnes pratiques

Plusieurs bonnes pratiques ont également été enregistrées au cours de la mise en œuvre du projet. Ces bonnes pratiques ont permis de relever les principaux défis rencontrés et d'assurer dans l'ensemble l'atteinte des résultats du projet :

- La responsabilisation des acteurs locaux (associations, CED...) à travers la méthode du faire-faire dans la mise en œuvre du projet ;
- L'organisation des journées de redevabilité à l'endroit des communautés a permis de rétablir la confiance entre les populations et les dirigeants.
- Les visites de proximité aux leaders religieux et coutumiers au début du projet : elles leur ont mis au centre des actions de promotion du dialogue sociale et interreligieux ;
- L'implication des leaders communautaires (chefs coutumiers, Imams, CVD, etc.) dans les différentes actions du projet.
-

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Conclusion

Le projet « Renforcement du dialogue social et religieux au sein des communautés du Nord et du Centre-Nord du Burkina Faso (REDIRE) » est mise en œuvre sur 30 mois par un consortium ONG chapeauté par **Educo**. Il est mis en œuvre dans les régions du Nord et du Centre Nord, avec le co-financement de l'Union Européenne.

L'objectif du projet est de contribuer au renforcement de la cohésion sociale, et la résilience des communautés du Burkina Faso face aux menaces d'insécurité.

Au terme de la mise en œuvre du projet, les résultats attendus ont globalement été atteints. La quasi-totalité des activités planifiées ont été exécutées totalement ou partiellement. Le taux d'exécution global se situe à 86,4%. Le projet a consommé 65,4 % des ressources disponibles au 31 janvier 2021. Les principaux critères d'évaluation que sont la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité sont satisfaisants.

La mise en œuvre du projet a eu des effets immédiats sur les bénéficiaires. Il s'agit de l'amélioration des connaissances et des rudiments nécessaires pour être porteur de voix modéré en faveur de la cohésion sociale, de la culture de la citoyenneté et la prévention des actes de violence, la capacité à promouvoir un dialogue constructif, durable et de gestion des conflits en faveur de la cohésion sociale.

Si les effets obtenus se pérennisent, à long termes le dialogue social et religieux devrait être renforcé dans les régions du Nord et du Centre Nord, en faveur de la cohésion sociale et la consolidation de la paix au sein des communautés.

La stratégie d'intervention du projet s'est basée sur une approche participative qui a impliqué les leaders religieux et communautaires, les OSC, les services de l'Etat, les journalistes, les jeunes et les femmes. Cette forte implication des acteurs majeurs a assuré une appropriation du projet, facteur favorable à la durabilité.

Toutefois, ce facteur favorable à la durabilité reste insuffisant et souvent circonscrits aux principaux leaders responsabilisés au sein de certaines communautés. A ce titre, la contribution de l'Etat et celle des partenaires techniques et financier seront nécessaires pour assurer la mise à l'échelle du projet dans la perspective de couvrir l'ensemble des régions les plus touchées par la crise sécuritaire.

Recommandations

Au terme de la mission d'évaluation et s'appuyant sur les performances du projet constatés sur le terrain, les bonnes pratiques et les leçons apprises, nous recommandons de :

- Responsabiliser les collectivités locales (communes et conseil régionaux) pour s'approprier la pérennisation des acquis du projet. Un projet est toujours une réponse ponctuelle, circonscrite dans le temps ce qui pose donc la problématique du relai surtout lorsque le projet est initié et mis en œuvre par un acteur externe. En tant qu'acteurs principaux de développement local, les communes doivent toujours anticiper sur les besoins de durabilité en provisionnant les ressources nécessaires ou en faisant un plaidoyer auprès des partenaires pour la mise en place de mécanismes relais pouvant suppléer l'appui du projet une fois celui-ci à son terme ;
- Accompagner chaque Clubs d'écoute et de dialogue pour l'élaboration d'un plan d'action et apporter un soutien financier et matériel pour la mise en œuvre ;
- Accompagner les collectivités locales (communes et conseil régionaux) dans la mise en place de mécanismes relais afin d'assurer la durabilité des acquis du projet ;
- Diligenter une étude de faisabilité ou se baser sur la présente évaluation pour la mise à l'échelle du projet dans les régions les plus touchées par la crise sécuritaire.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des personnes rencontré pour les entretiens

N°	NOM ET PRENOM	CONTACT	LOCALITE
1	OUEDRAOGO Salif	70 67 90 47	Gourcy
2	BIRBA Yacouba	70 72 87 92	Gourcy
3	OUEDRAOGO Silas	76 67 42 63	Gourcy
4	OUEDRAOGO Salam	74 84 83 01	Gourcy
5	KOMA Lassané	70 71 74 47	Gourcy
6	DIANDA Inoussa	70 34 38 15	Gourcy
7	OUEDRAOGO Oumarou	70 29 46 73	Gourcy
8	OUEDRAOGO Hamdi	74 50 64 78	Gourcy
9	MANDE Salif	75 75 61 88	Gourcy
10	OUEDRAO Harouna	70 71 07 47	Gourcy
11	OUEDRAOGO Moussa	74 72 23 55	Gourcy
12	SOULAMA Kito Yaya	70 30 60 20	Kongoussi
13	OUEDRAOGO/SAWADOGO Marceline	70 16 24 55	Kongoussi
14	OUEDRAOGO Yves Armand	70 10 67 33	Kongoussi
15	SAWADOGO Maxime	70 36 08 68	Kongoussi
16	OUATTARA BASSIDIKI	76 40 98 46	Kongoussi
17	OUEDRAOGO Paul	70 95 79 89	Kongoussi
18	ROUAMBA Boureim	-	Ouahigouya
19	OUEDRAOGO LIZETA	-	Ouahigouya
20	GUIRO ZOURATA	71-48-15-59	Ouahigouya
21	OUEDRAOGO AMINAN	-	Ouahigouya
22	OUEDRAOGO MARIAM	-	Ouahigouya
23	SAWADOGO Inoussa	70 16 10 20	Ouahigouya
24	ROUAMBA Robert	70821665	Ouahigouya
25	TARNAGA Aminata	-	Ouahigouya
26	OUEDRAOGO Oussen	72656781	Ouahigouya
27	OUEDRAOGO AMADE	75447568	Ouahigouya
28	ROUAMBA ROBERT	70-82-16-65	Ouahigouya

29	SAWADOGO innocent	70-82-14-40	Ouahigouya
30	OUEDRAOGO MADY	76-66-34-09	Ouahigouya
31	OUEDRAOGO AMADE	72-65-67-05	Ouahigouya
32	M.KOURAOGO	71-63-60-31	Ouahigouya
33	LALLOGO Paul	70 34 87 57	Kaya
34	SAWADOGO Abdoul Aziz	-	Kaya
35	KOMBASSERE Mathieu	71 56 90 10	Kaya
36	OUEDRAOGO Hamado	70 93 52 30	Kaya
37	KONTOGOM K. Laurent	60 45 76 15	Kaya
38	ADEROJU Bassirou	70 31 64 58	Kaya
39	NAON Seydou	71 29 19 16	Kaya
40	SAWADOGO Hamado	-	Kaya
41	SAWADOGO Rasmané	-	Kaya
42	OUEDRAOGO Saibata	-	Kaya
43	SAWADOGO Issouf	-	Kaya
44	SAWADOGO Marou	-	Kaya
45	OUARMA Abdoul Salam	70 25 56 32	Titao
46	SAVADOGO Assami	76 83 70 23	Titao
47	NIAMPA Salam	70 41 94 77	Titao
48	SAWADOGO Boukary	64938274	Titao
49	NACANABO Abdoul Rahim	75738910	Titao
50	TAO Boureima	64245093	Titao

Annexe 2 : Outils de collecte des données

QUESTIONNAIRE (Jeunes, Femmes et hommes)

Les préalables

Bonjour. Je m'appelle _____ et je suis là au compte d'un projet dénommé « REDIRE » mis en œuvre par l'ONG EDUCO. Nous menons une enquête d'évaluation finale du projet. Les informations que nous collectons seront utilisées uniquement pour l'évaluation des actions du projet sur le terrain.

SECTION A : Identification de l'enquêté

A1. Nom et prénom de l'enquêté : _____ Contact: _____

A2. Sexe de l'enquêté : 1. Homme 2. Femme

A3. Age de l'enquêté (en années revolues): _____

A4. Niveau d'instruction de l'enquêté: _____

1. Aucun
2. alphabétisé
3. Primaire
4. Secondaire
5. Supérieur

A5. Niveau d'alphabétisation de l'enquêté

1. Sais lire et écrire dans une langue
2. Sais seulement lire dans une langue
3. Sais seulement écrire dans une langue
4. Ne sais lire ni écrire dans une langue

A6. Profession de l'enquêté

1. Cultivateur
2. Eleveur
3. Commerçant
4. Religieux
5. Menagère
6. Fonctionnaire;
7. Artisan
8. Elève/Étudiant;
9. Coutumier
10. Autre à préciser

B. Connaissance du projet

Q01. Avez-vous connaissance du projet REDIRE ?

1. Oui
2. Non

Q02. Par quel canal l'avez-vous connu ?

1. Télé/radio
2. Journaux
3. Réseaux sociaux
4. Atelier de formation
5. Leaders communautaires
6. Particulier
7. Autre à préciser

Q03. Participez-vous aux activités de ce projet ?

1. Oui
2. Non

Q04. Si oui, avez-vous participé à quelles activités du projet ? :

C. Pertinence des actions du projet

Q05. Les activités du projet ont-elles permis de résoudre des problèmes liés au dialogue interreligieux ?

1. Oui
2. Non

Q06. Les interventions du projet ont-elles permis de répondre à vos besoins en lien avec la cohésion sociale ?

1. Oui
2. Non

D. Situation de la cohésion sociale avant le projet

Q07. Les activités de sensibilisation ont-elles eu un impact positif dans l'amélioration du dialogue social et religieux ?

1. Oui
2. Non
3. NSP

Q08. Quel était votre niveau de satisfaction par rapport à la justice avant le projet?

1. Pas du tout satisfait
2. Peu satisfait
3. Satisfait

Q09. Quel était votre niveau de satisfaction par rapport à la cohésion sociale ?

1. Pas du tout satisfait
2. Peu satisfait
3. Satisfait
4. Très satisfait

Q10. Quel était le niveau de cohésion sociale qui existe entre vous ?

1. Très bon

2. Bon
3. Assez Bon
4. Pas du tout bon

Q11. Comment était le climat social avant l'intervention du projet ?

1. Mauvais
2. Bien
3. Assez bien
4. Très bien

Q12. Quels types de conflits existaient dans la zone ?

1. Religieux
2. Fonciers
3. Agriculteurs/éleveurs
4. Autre

Q13. Quelle était la fréquence de ses conflits ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent
4. Toujours

Q14. Par qui ces conflits étaient gérés ?

1. Par les chefs religieux
2. Par les chefs coutumiers
3. Par Les élus locaux
4. Par Les autorités administratives
5. Par La justice
6. Par Les organisations de la société civile (OSC)
7. Autre (à préciser)

Q15. Quelles étaient les conséquences de ses conflits ?

1. Migration
2. Perte en vie humaines
3. Fracture du tissu social

Q16. Quelles étaient les actions des chefs religieux pour gérer les conflits ?

1. Sensibilisation
2. Prêche

3. Autres à préciser

Q17. Quelle étaient les actions des chefs coutumiers pour gérer les conflits ?

1. Sensibilisation
2. Réunion
3. Autres à préciser

Effets du projet

Q18. Comment appréciez-vous le niveau de la cohésion sociale ?

1. Mauvais
2. Passable
3. Bien
4. Assez bien
5. Très bien

Q19. Avez-vous remarqué des changements dans la communauté en lien avec le renforcement de la paix ?

6. Oui
7. Non

Si oui lesquels

Q20. Quelle est la fréquence actuelle de ces conflits dans votre localité maintenant ?

1. Rarement
2. Souvent
3. Toujours

Q21. Par qui ces conflits sont gérés ?

1. Par les chefs religieux
2. Par les chefs coutumiers
3. Par Les élus locaux
4. Par Les autorités administratives
5. Par La justice
6. Par Les organisations de la société civile (OSC)
7. Autre à préciser

Q22. Quels sont les actions mises en place pour gérer les conflits

1. Sensibilisation

2. Implication des Autorités religion
3. Implication des Autorités coutumières
4. Autre

Q23. Quel type de conflit observer vous actuellement

1. Attaques terroristes
2. Conflits agriculteurs-Eleveurs
3. Conflits en cours de traitement par les mécanismes institutionnels (tribunal départemental/ ONAPREGEC) au cours de la période objet de l'enquête
4. Conflits fonciers
5. Conflits inter religieux
6. Conflits inter-religieux
7. Conflits intracommunautaires
8. Conflits intercommunautaires
9. Conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles (Eau-)
10. Conflits liés à la chefferie coutumière
11. Conflits liés à l'exploitation des ressources minières (Orpaillage- carrière)
12. Conflits résolus par les mécanismes endogènes (traditionnels)
13. Conflits politiques
14. Conflits résolus par d'autres mécanismes
15. Conflits traités, ayant épuisés les recours des mécanismes institutionnels (tribunal départemental/ONAPREGEC) sans succès au cours de la période objet de l'enquête
16. Conflits résolus par les mécanismes institutionnels (TD, ONAPREGEC)
17. Autres types de conflits.

Ind2OS : fréquence des interactions sociales entre les communautés

Q24. Combien de fois participez-vous aux événements sociaux (Mariage, fête religieuses ou coutumière, baptême, décès, etc.) de vos voisins ?

1. Jamais
2. Souvent
3. Plusieurs fois
4. Toujours.

Q25. Combien de fois participez-vous aux événements sociaux (Mariage, fête, baptême, décès, etc.) de personnes d'ethnie différentes de la vôtre ?

1. Jamais
2. Souvent

3. Plusieurs fois
4. Toujours.

Q26. Combien de fois participez-vous aux événements sociaux (Mariage, fête, baptême, décès, etc.) de personnes de religion différentes de la vôtre ?

1. Jamais
2. Souvent
3. Plusieurs fois
4. Toujours.

Q27. Combien de fois voyiez-vous les leaders religieux de votre village ensemble ?

5. Jamais
6. Souvent
7. Plusieurs fois
8. Toujours.

Q28. A quelle occasion ?

1. Fête religieuses
2. Fête coutumières
3. Mariages
4. Baptême
5. Décès
6. Autre à préciser.

Ind1Ri1 : % des personnes formées qui prônent des discours de tolérance au sein de leur communauté

Q29. Avez-vous connaissance des personnes dans votre localité qui ont été formées par le projet REDIRE ?

1. Oui
2. Non

Q30. Si oui, prônent-ils des discours de tolérance et de vivre ensemble au sein de la communauté ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent
4. Toujours.

Q31. A quelles occasions ?

1. Réunion de sensibilisation
2. Lors des prêches
3. Lors des baptêmes
4. En famille
5. Autre à préciser.

Ind2Ri1 : % de membres des communautés ciblées qui posent des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale

Q32. Pensez-vous que les leaders communautaires (religieux, coutumiers, personnes formées, responsable d'association) de votre localité posent-ils des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent
4. Toujours

Q33. A quelles occasions ?

1. Réunion de sensibilisation
2. Lors des prêches
3. Lors des baptêmes
4. En famille
5. Autre à préciser.

Q34. Les leaders religieux posent-ils des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent
4. Toujours

Q35. Les leaders coutumiers posent-ils des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent
4. Toujours

Q36. Les responsables des associations posent-ils des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent
4. Toujours

Q37. Les personnes formées par le projet posent-ils des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent
4. Toujours

Q38. Les membres des clubs d'écoute et de dialogue posent-ils des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent
4. Toujours

Ind1Ri2 : niveau de satisfaction des populations de la gestion des communes

Q39. Etes-vous satisfaits des services offerts par la mairie ? :

1. Très Satisfait
2. Satisfait
3. Peu Satisfait
4. Pas du tout Satisfait

Q40. Comment appréciez-vous l'implication de la commune dans la gestion des conflits ?

1. Pas du tout impliqué
2. Rarement impliqué
3. Souvent impliqué
4. Très impliqué

Indicateur proposé : Niveau de satisfaction des populations de la gestion des conflits par les méthodes endogènes et intentionnelles

Q41. Etes-vous satisfaits de la manière dont les conflits sont gérés par les leaders coutumiers et religieux ? :

1. Très Satisfait
2. Satisfait
3. Peu Satisfait
4. Pas du tout Satisfait

Q42. Etes-vous satisfaits de la manière dont les conflits sont gérés par les mécanismes institutionnels (mairies, préfectures, etc.) ? :

1. Très Satisfait
2. Satisfait
3. Peu Satisfait
4. Pas du tout Satisfait

Ind2Ri2 : perception des communautés sur la justice

Q43. Etes-vous satisfaits des services offerts par la justice :

1. Très Satisfait
2. Satisfait
3. Peu Satisfait
4. Pas du tout Satisfait

Ind1Ri3 : niveau d'adhésion des communautés aux clubs d'écoute de dialogue

Q44. Avez-vous connaissances des clubs d'écoute et de dialogue dans votre localité ?

1. Oui
2. Non

Q45. Si oui, participez-vous aux activités du club ?

1. Oui
2. Non

Q46. Si oui, quelles sont les activités auxquelles vous avez déjà participé ?

1. Ciné débat
2. Théâtre forum
3. Émission radio
4. Autre à préciser

Q47. Pensez-vous que les membres de ces clubs d'écoute et de dialogue prônent des discours de tolérance, de vivre ensemble et de rapprochement des communautés ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent

4. Toujours

Q48. Pensez-vous que les membres de ces clubs d'écoute et de dialogue posent-ils des actes favorables à la paix et à la cohésion sociale ?

1. Jamais
2. Rarement
3. Souvent
4. Toujours

IndOG : Niveau de cohésion sociale existant dans les communautés ciblées

Q49. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre votre religion et la religion des autres ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

Q48. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre les responsables religieux et les autorités administratives ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

Q50. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente en vous et votre famille ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

Q51. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre les personnes déplacées internes et les autochtones ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

Q52. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre vous et vos voisins ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

Q53. Sur une échelle de 1 à 10, combien estimez-vous le niveau d'entente entre vous et les autorités administratives ? (1= niveau d'entente très faible, 10 = niveau d'entente très bonne)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	-----------